

THE REPORT

Maroc 2015

Région de l'Oriental



OXFORD
BUSINESS
GROUP



20 YEARS OF
EXCELLENCE

www.oxfordbusinessgroup.com



AGENCE DE
L'ORIENTAL

أeroporto Oujda Angad

EROPORT OUJDA ANGAD



RÉGION DE L'ORIENTAL MODERNE PAR TRADITION



Région de l'Oriental • Royaume du Maroc • www.oriental.ma

Cleantech et ateliers d'artisanat, autoroutes et sentiers de randonnée, hôtels de standing et gîtes ruraux, Université aux formations d'élite et quelques unes des plus anciennes écoles du Royaume, industrie agro-alimentaire et produits des terroirs... au fil des siècles, la Région de l'Oriental a préservé ses patrimoines et ses traditions, avec toujours une différence d'avance pour affirmer sa modernité.

Les nouvelles orientations

Page 4



L'Initiative Royale pour le Développement de la Région de l'Oriental lancée en 2003 a modifié l'orientation économique de l'Oriental, en mettant particulièrement l'accent sur l'industrie locale, la production agricole à valeur ajoutée, l'application de nouvelles technologies et la diversification des partenaires économiques. Les autorités ont déployé d'importants efforts pour renforcer l'environnement commercial de la région, dans l'optique de dopper la production économique locale, de créer des emplois, d'attirer les investissements étrangers et de relever le niveau de vie. Grâce à l'amélioration des infrastructures et aux nouvelles zones « clés en main » destinées aux investisseurs potentiels, l'Oriental conserve une marge de croissance importante.

4 LES NOUVELLES ORIENTATIONS

La région s'est donnée pour objectif de bâtir une économie dynamique et ouverte

13 CAP SUR L'INDUSTRIE

Trois nouvelles zones pour accroître la valeur ajoutée industrielle dans la région

15 OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE

Des projets pour accroître la production agricole, en valeur comme en volume

17 UNE DOUBLE STRATÉGIE

Une stratégie de développement est en place pour attirer à la fois le tourisme à grande échelle et le tourisme de niches

21 UN NOUVEAU VISAGE

Des projets d'aménagement urbain transforment la capitale régionale



22 COUP DE POUCE

Plusieurs programmes ont été mis en place pour renforcer les PME de la région

23 ÇA BOUGE EN MER

Un mégaprojet portuaire pour faire de la région un hub du transport maritime

26 NUMÉROS UTILES

Institutions régionales, ministères, chambres de commerce et organismes d'État

27 CONSEILS AUX VOYAGEURS

Informations utiles pour les voyages d'affaires et les loisirs

ISBN 978-1-910068-05-2

Editor-in-Chief: Andrew Jeffreys
Editorial Advisor: Peter Grimsditch

Chairman: Michael Benson-Colpi
Director of Field Operations: Elizabeth Boissevain

Regional Director: Karine Loehman
Country Director: Myriem Dahlab

Regional Editor: Robert Tashima
Editorial Manager: Thibault Pinson
Editorial Associate: Sergi Gonzalez

Managing Editor: Alistair Taylor
Deputy Chief Sub-editors: Barbara Isenberg, Martin Stegman,
Senior Editor: Jennie Patterson
Sub-editors: Sam Inglis, Sean Cox, Danya Chudacoff, Krystell Jimenez, Oliver Ayyildiz, Abraham Armstrong, Usman Ahmedani, Ivan Gladstone
Contributing Sub-editor: Miia Bogdanoff

Analysts: Ruairi Patterson, Elaine Dunphy, Christopher Le Coq, Rob Withagen, Souhir Mzali, Cailin Birch
Senior Editorial Researcher: Susan Manoğlu
Editorial Researchers: Mariah Pittman, Jenna Oelschlegel, George Fitzherbert-Brockholes, Sara Costa

Art Director: Yonca Ergin
Art Editors: Meltem Muzmuz, İlayda Gedik
Graphic Assistant: Gülhan Atbaş
Illustrations: Shi-Ji Liang
Photography Editor: Mark Hammami

Production Manager: Selin Bolu

Operations Manager: Burçin Ilgaz
Logistics & Distribution Coordinator: Esra Sezgin
Operations Assistant: Öznur Usta

Field Operations Executive: Meltem Okur
Field Operations Assistant: Arda Ozgen

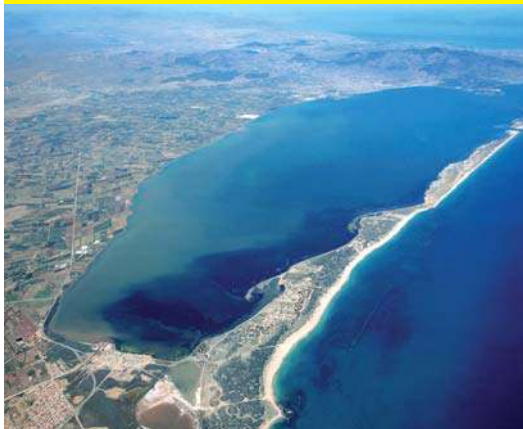
Project Associate: Mireya Lumbereras de Mazarredo
Project Coordinator: Zineb Remmal

Une double stratégie

Page 17

Le nombre d'arrivées touristiques a grimpé de 62%, passant de 93 940 en 2008 à 152 143 en 2013. Le secteur hôtelier de la région comptait environ 8 750 lits en 2013. La province côtière de Berkane concentre plus de la moitié de la capacité hôtelière totale et, sur les 5 264 lits de la province, 3 170 sont dans la station balnéaire de Saïdia. L'objectif poursuivi à moyen terme est d'équiper la région de 120 000 lits d'ici 2025.





L'Oriental profite de nombreux atouts, comme le littoral méditerranéen

Les nouvelles orientations

La région s'est donnée pour objectif de bâtir une économie dynamique et ouverte

Le programme de développement économique sur 10 ans, initié en 2003, a modifié l'orientation économique de l'Oriental, en mettant particulièrement l'accent sur l'industrie locale, la production agricole à valeur ajoutée, et l'application de nouvelles technologies.

Ces 20 dernières années, le Maroc a redoublé d'efforts pour intégrer les régions mal desservies. Lancée en mars 2003 par le Roi Mohammed VI, l'Initiative Royale pour le Développement de la Région de l'Oriental a tracé un programme de développement économique de la région sur 10 ans, visant à modifier l'orientation économique de l'Oriental, en mettant particulièrement l'accent sur l'industrie locale, la production agricole à valeur ajoutée, et l'utilisation de nouvelles technologies. Si la région a encore un certain nombre de difficultés à surmonter, elle est néanmoins en bonne voie pour enregistrer une accélération significative de la croissance.

Située à l'extrémité nord-est du Maroc, la région de l'Oriental s'étend sur 82 820 kilomètres carrés, soit 11.6 % du territoire national. Elle est bordée au nord par une façade maritime de 200 kilomètres sur la Méditerranée, à l'est et au sud par l'Algérie, pays voisin avec qui elle partage 550 kilomètres de frontière, et à l'ouest par la région Taza-Al Hoceima-Taounate. L'enclave espagnole de Mellilia forme une enclave sur le littoral méditerranéen, à proximité du principal port de la région, Nador. Les provinces du nord jouissent d'un doux climat méditerranéen, bien adapté à l'agriculture, notamment Berkane et Nador, où les précipitations atteignent en moyenne 350 millimètres par an. Vers le sud, en direction du désert du Sahara, le climat devient plus aride. L'exploitation minière, qui dominait autrefois les provinces du sud, est aujourd'hui en déclin; cependant, l'oasis de Figuig et les zones désertiques offrent des perspectives intéressantes sur le plan touristique, et les programmes d'irrigation ont permis de renforcer la production agricole. La région compte une préfecture, Oujda-Angad, et six provinces: Nador, Driouch, Berkane, Taourirt, Jerada et Figuig, regroupant au total 27 communes urbaines et 87 communes rurales.

POPULATION : En 2013, la région comptait 2.02 millions d'habitants, soit 6.2% de la population nationale. Près de 80 % de la population est concentrée dans les provinces du nord, tandis que la densité de population

est faible dans les provinces arides et semi-arides du sud. Environ un quart des habitants vivent à Oujda, capitale de la région. Plusieurs décennies de difficultés économiques ont eu pour conséquence un exode rural et des flux migratoires internationaux, qui ont toujours aujourd'hui des répercussions sur l'économie. D'après le Haut Commissariat au Plan (HCP), environ un tiers des expatriés marocains sont originaires de l'Oriental.

De nombreuses raisons peuvent être avancées pour expliquer ce fait. L'économie de la région a longtemps reposé sur l'agriculture, le commerce, les petites industries et l'exploitation minière. Cependant, dans les années 60, l'activité minière locale s'est essoufflée, ce qui a fait grimper le taux de chômage. En 1994, en raison d'une montée des tensions avec l'Algérie, la frontière algéro-marocaine a été fermée. Cette décision a privé l'Oriental d'une source importante d'activités commerciales et a donc incité les vendeurs à se tourner vers le secteur informel, se qui s'est traduit par une hausse de la contrebande.

Au cours des dernières années, de nombreux efforts ont été déployés pour surmonter les difficultés persistantes auxquelles la région est confrontée, mais il reste encore beaucoup à faire. Le taux de chômage régional, par exemple, a légèrement reculé ces cinq dernières années, passant de 18.2 % en 2009 à 15.9 % en 2013. Cependant, il reste élevé dans les zones urbaines (20 %), d'après les chiffres du HCP.

L'INITIATIVE ROYALE : En mars 2003, le Roi Mohammed VI a lancé « le programme économique sur 10 ans » de la région, visant à dynamiser les efforts déployés pour développer l'économie en mobilisant d'importantes ressources publiques. La stratégie régionale, qui expose une vision globale pour la croissance économique, a permis d'accomplir des progrès notables ces 10 dernières années.

Durant cette décennie les investissements publics ont été majoritairement orientés vers le développement d'infrastructures afin de redynamiser l'activité économique régionale. Depuis 2003, les infrastructures routières,

En 2013, la région comptait 2.02 millions d'habitants, soit 6.2 % de la population nationale. Près de 80 % de la population est concentrée dans les provinces du nord. Environ un quart des habitants vivent à Oujda.

aéroportuaires et ferroviaires de la région ont été modernisées, ce qui a permis de réduire les coûts de transport et d'accroître l'attractivité de la région. Des mesures ont également été prises pour développer les secteurs les mieux placés pour attirer les investissements privés, notamment l'industrie et l'agro-industrie, l'offshoring, l'énergie renouvelable, le tourisme et les services. Plusieurs projets en cours devraient permettre de créer des activités à forte valeur ajoutée, et ainsi doper les recettes et favoriser la création d'emplois.

LIAISONS AERIENNES : La vague d'investissements dans les infrastructures de la capitale a eu des répercussions considérables. Si certains défis restent à relever, les améliorations apportées aux infrastructures de transport de la région, opérées dans le cadre de l'Initiative Royale, ont permis d'ouvrir un certain nombre de nouveaux axes de croissance.

L'Oriental est dotée de deux aéroports internationaux, ainsi que d'un petit aérodrome, situé à Bouarfa, dans le sud de la région. Inauguré en 2010, le nouvel aéroport d'Oujda-Angad, situé à 10 kilomètres d'Oujda, a été bâti grâce à une enveloppe publique de 88 millions d'euros. Le site est doté d'un second terminal de 30 000 mètres carrés et de deux pistes pouvant recevoir des avions commerciaux, portant la capacité annuelle totale de l'aéroport d'Oujda à 3 millions de passagers. A l'heure actuelle, 600 000 à 700 000 passagers y transitent chaque année, ce qui laisse une marge de croissance non négligeable.

L'aéroport international de Nador-El Aroui, situé à 24 kilomètres au sud de la ville portuaire de Nador, possède une capacité annuelle de 750 000 passagers et assure plusieurs liaisons quotidiennes vers diverses destinations européennes. Enfin, l'aéroport de Bouarfa permet de rejoindre la ville d'Oujda en 1 h de vol, au lieu de 4 h en voiture. La fréquence des vols est limitée, mais la liaison devrait faciliter l'accès à l'oasis de Figuig, un site à fort potentiel pour le développement du tourisme de niches.

AXES ROUTIERS : Dans le cadre de l'Initiative Royale, une attention toute particulière a été accordée au réseau routier, dans l'optique de réduire l'isolement de la région. La principale autoroute relie Fès à Oujda sur 320 kilomètres. Cet axe est-ouest a été achevé en 2011, permettant ainsi de réduire à 4 h 30 le temps de trajet vers Rabat, contre 7 h heures auparavant. L'axe Fès-Oujda a été construit en 4 ans, pour un coût total de 10,8 milliards de dirhams (959 millions d'euros), avec le soutien de plusieurs partenaires internationaux.

La Rocade méditerranéenne, une voie rapide côtière de 510 kilomètres achevée en 2012, a permis de réduire de 11 à 7 heures le temps de trajet entre Saïdia et Tanger. Cet axe routier a désenclavé plusieurs villes et ports le long du littoral méditerranéen, ayant un impact significatif sur le commerce, l'agriculture et le tourisme.

Ces 10 dernières années, d'importants travaux ont été entrepris pour améliorer les routes de desserte provinciales et rurales. Ainsi le réseau routier de la région s'étend désormais sur quelque 6 000 km. Trois projets en cours devraient améliorer encore davantage la connectivité. La voie routière de 102 kilomètres



La province est dotée de deux aéroports internationaux

entre Oujda et Nador est en passe de devenir une voie express à deux voies dans chaque sens. Début 2014, 50 % des travaux étaient déjà achevés. Par ailleurs, un tronçon de 83 km de double voie rapide est actuellement prolongé entre Ahfir et Selouane, où est implanté l'un des nouveaux parcs industriels de la région, et la construction d'une rocade de 14 km autour de Berkane a été entreprise afin de désengorger la capitale provinciale.

En 2014, le Maroc prévoit de réaliser des études de faisabilité pour la construction d'une liaison autoroutière entre Oujda et la frontière algérienne. Un tel axe permettrait de relier les réseaux autoroutiers des deux pays et favoriserait le commerce nord-africain, qui reste relativement limité. Les coûts de transport étaient particulièrement élevés dans la région, car les produits énergétiques proviennent d'autres régions du pays. De nombreuses sociétés étaient tentées de s'approvisionner en pétrole algérien, meilleur marché que le pétrole local, avec un prix parfois trois fois moins élevé.

ECONOMIE INFORMELLE : Le gouvernement a pris des mesures pour renforcer les contrôles à la frontière avec l'Algérie, et lutter contre l'importation de produits de contrebande au Maroc. Si ces efforts devaient, à terme, limiter les effets négatifs de l'économie informelle à l'est, ils se traduiraient également, pour les entreprises locales, par une hausse des coûts de transport dans

Ces 10 dernières années, les investissements publics ont été majoritairement orientés vers le développement d'infrastructures pour donner un coup de fouet à l'activité économique. Des mesures ont également été prises pour développer les secteurs les mieux placés pour attirer les investissements privés.

Capacité hôtelière régionale, 2013

Province	Nombre d'hôtels et établissements	Nombre de chambres	Nombre de lits
Oujda-Angad	36	1 356	2 399
Berkane (Saïdia)	20	2 276	5 264
Nador	16	495	923
Driouch	2	44	60
Figuig	3	49	107
Taourirt	0	0	0
Jerada	0	0	0
Total	77	4 220	8 753

SOURCE: Délégation Régionale du Tourisme de l'Oriental



La promotion de l'agrégation et la diffusion des techniques modernes commencent à porter leurs fruits

Le Maroc prévoit en outre de réaliser des études en 2014 pour évaluer la faisabilité d'une liaison autoroutière entre Oujda et la frontière algérienne. Un tel axe permettrait de relier les réseaux autoroutiers des deux pays et favoriserait le commerce nord-africain, qui reste relativement limité.

un avenir proche. Profondément ancrée, l'économie informelle nuit au développement des commerces de détail officiels et n'aide pas les petites et moyennes entreprises à rivaliser avec les grandes sociétés bien établies. La fermeture de la frontière avec l'Algérie a affecté la quasi-totalité des secteurs de l'économie locale. Sur le long terme, l'Oriental est bien placée pour jouer un rôle majeur dans le commerce intra-Maghreb, qui ne représente aujourd'hui qu'une petite fraction du commerce extérieur marocain.

SUR LES RAILS : La région ambitionne également d'améliorer la connectivité de son réseau ferroviaire. Oujda est actuellement desservie par la principale ligne ferroviaire est-ouest du pays. En 2008, 117 kilomètres de voies ferrées entre Nador et Taourirt ont été inaugurées par l'Office national des chemins de fer (ONCF) ; celles-ci ont permis de mieux connecter cette province, en facilitant l'accès aux régions minières et en améliorant l'acheminement des produits agricoles de Taourirt vers le port.

Malgré des tronçons ferroviaires plus limités, la région compte 350 kilomètres de voies ferrées entre Oujda et Bouarfa dans le sud, offrant ainsi de belles perspectives de développement. Le train est le dernier vestige d'un projet datant de l'ère coloniale, dont l'objectif était d'assurer une liaison ferroviaire entre la Méditerranée et le Niger.

Le groupe touristique marocain Suprateam a procédé avec succès à différents tests dans l'optique de transformer la ligne en circuit touristique pouvant accueillir jusqu'à 700 passagers. Le projet est actuellement présenté aux investisseurs.

Le Maroc a débuté la réalisation de sa première ligne de train à grande vitesse (LGV), qui devrait favoriser les déplacements en train dans l'ensemble du Royaume. La première phase du projet, qui consiste à relier Casablanca et Tanger le long de la côte atlantique, n'aura pas de répercussions pour la région de l'Oriental, mais l'ONCF prévoit de lancer une seconde LGV pour relier Casablanca et Rabat à Oujda.

Le Maroc a débuté la réalisation de sa première ligne de train à grande vitesse (LGV). La première phase du projet consiste à relier Casablanca et Tanger, mais l'ONCF prévoit de lancer une seconde LGV pour relier Casablanca et Rabat à Oujda.

Même s'il s'inscrit dans le long terme, ce projet devrait permettre d'intégrer la région de l'Oriental au réseau national et d'ouvrir des perspectives de futures liaisons avec d'autres pays du Maghreb.

INFRASTRUCTURES PORTUAIRES : A l'instar des autres régions du Maroc, l'Oriental voit affluer d'importants investissements dans le secteur maritime. Le principal port de la région, le port de Nador-Bni-Ansar, a été bâti en 1978 pour desservir l'Oriental et plus particulièrement le complexe sidérurgique de Sonasid implanté à Nador. Le port dispose des installations nécessaires pour assurer des services de fret, de pêche et de ferries pour le transport de passagers et le transport routier international.

Les liaisons régulières relient Nador à Almeria, en Espagne, et Sète en France. En matière de commerce maritime, le port de Nador-Bni-Ansar est en concurrence avec le port espagnol de Mellilla, situé sur le flanc ouest de Nador, mais aussi le complexe portuaire Tanger-Med sur le détroit de Gibraltar.

Par conséquent, le port de Nador-Bni-Ansar concentre désormais ses activités sur le trafic de passagers. Au total, 598 710 passagers et 2.5 millions de tonnes de marchandises y ont transité en 2011. La région est également dotée de deux autres ports : Sidi H'sain, aménagé en 2004 avec la coopération du Japon, et Ras Kebdana, qui appuie le secteur halieutique local, une source importante d'emplois. D'après les autorités locales, la région totalise près de 45 % des captures de poissons sur le littoral méditerranéen et a enregistré un chiffre d'affaires annuel de 120 millions de dirhams (10.7 millions d'euros) en 2012.

Des initiatives ont néanmoins été prises pour créer de nouvelles infrastructures portuaires de grande envergure. Le port de Nador West Med, dont la réalisation est toujours à l'étude, pourrait permettre d'accroître les capacités portuaires de l'Oriental afin de développer le commerce méditerranéen.

La proximité de la région avec l'Europe et son emplacement sur de grandes voies de navigation lui permettront de tirer parti du commerce intra-Maghreb, si le commerce régional évolue conformément aux prévisions. Un appel d'offres a été lancé en mars 2014 pour la réalisation d'une étude de faisabilité et de compétitivité du port ; celle-ci devrait contribuer à faire progresser le projet d'ici à fin 2014 (se reporter à l'analyse).

AGRICULTURE : Les améliorations apportées au réseau de transport ne sont que le premier volet des plans élaborés par la région pour développer les activités de plusieurs secteurs clés, tels que l'agriculture, le tourisme et l'industrie. L'agriculture a toujours constitué un pilier de l'économie régionale, mais les autorités avaient jusqu'à présent des difficultés à mettre à profit le potentiel de la région et à créer de la valeur localement. L'Oriental compte 730 744 hectares de terres cultivées, soit 9 % du territoire régional, essentiellement dans les provinces de Berkane et Nador situées dans le nord.

Le secteur est dominé par les petits exploitants, puisque plus de 60 % des fermes cultivent moins de 5 hectares. D'après la Direction Régionale de l'Agriculture (DRA), l'Oriental représente environ 20 % de la

production nationale d'agrumes, un résultat en hausse de 12 % par rapport à 2010, et 13 % de la production nationale d'olives. La région devrait bénéficier au total de 77 projets dans le cadre du Plan Maroc Vert (PMV), la stratégie nationale de développement de l'agriculture. Il est prévu, dans le cadre du PMV, de mener à terme 1 506 projets entre 2010 et 2020, pour des investissements publics et privés d'un montant total de 147 milliards de dirhams (13.1 milliards d'euros).

La région de l'Oriental connaît bon nombre des difficultés rencontrées dans le reste du pays, à savoir de faibles niveaux d'agrégation, de mécanisation et d'irrigation. Dans le passé, le manque d'infrastructures de transport de la région constituait un frein majeur à la production agricole, mais ces problèmes ont été en grande partie résolus grâce aux efforts déployés pour améliorer les réseaux routier et ferroviaire ces 10 dernières années.

D'après les autorités régionales, la promotion de l'agrégation et la diffusion des techniques modernes, notamment l'utilisation d'engrais, l'irrigation localisée et l'emploi de matériel agricole, commencent à porter leurs fruits. Pour Jamal Mimouni, Directeur de la communication à la DRA de l'Oriental, « les efforts déployés dans le cadre du PMV pour développer les collectifs d'agriculteurs et introduire davantage de techniques permettant de rationaliser l'utilisation des ressources ont eu un impact ces trois dernières années. Les agriculteurs commencent à renforcer leur organisation et à investir dans des coopératives locales, ce qui a contribué à doper la production des principales cultures et accroître la visibilité des producteurs locaux. »

EXPORTATIONS : La production agro-industrielle, notamment les agrumes, les olives et les dates, est en grande partie exportée vers l'Europe et parfois même jusqu'en Russie ou en Amérique du Nord. Une part importante de la production est cependant consommée sur le marché domestique, largement dominé par les petits détaillants, tandis que les marchés et souks municipaux restent un point de vente clé pour les produits frais. Comme c'est le cas dans le reste du pays, les grandes chaînes de distribution modernes, telles que Marjane, Carrefour et Aswak Assalam, se sont également implantées dans la région ces dernières années,



La région devrait bénéficier au total de 77 projets dans le cadre du Plan Maroc Vert

ce qui a multiplié considérablement le nombre de canaux de distribution au détail et renforcé la transparence et la modernité des chaînes d'approvisionnement.

BERKANE : A l'heure actuelle, le secteur est limité par le faible niveau de transformation local à forte valeur ajoutée. Par conséquent, un projet a été initié pour développer un parc agro-industriel, dit Agropole, de 100 hectares à Berkane. L'Agropole est l'un des trois grands parcs industriels qui devraient attirer davantage d'investisseurs privés sur le court terme et dans des secteurs à effet multiplicateur. D'après le promoteur du projet, MEDZ, la première tranche de 50 hectares est en cours de commercialisation et près de 20 sociétés ont l'intention de s'implanter dans la zone. Outre la production agro-industrielle, le conditionnement et la distribution, le parc abritera aussi un pôle dédié au contrôle qualité et aux laboratoires de recherche, ayant pour vocation de hisser la région au rang de numéro un en termes d'innovation et de qualité.

Le secteur des agrumes de Berkane s'appuie sur des réseaux de transformation, de conditionnement et d'exportation bien établis, et ses produits jouissent d'une solide réputation sur les marchés internationaux. Pour d'autres produits à fort potentiel, tels que les olives, les dates et d'autres fruits, ce n'est toutefois pas encore le cas.

ACTIVITE INDUSTRIELLE : La construction de deux autres parcs industriels a été entreprise pour attirer des groupes industriels, des prestataires de services et des entreprises de logistique. Le projet le plus avancé, la Technopole d'Oujda, prévoit la construction d'un premier site de 107 hectares dédié aux technologies propres, aux énergies renouvelables, au commerce de détail et à l'offshoring. Un troisième site est actuellement en chantier à Selouane, à proximité du Nador ; il devrait accueillir diverses industries de transformation légère. Ces projets sont dirigés par MEDZ ; le groupe développe un certain nombre de parcs industriels à travers le Maroc, mais, jusqu'à présent, c'est dans l'Orien-

L'Oriental compte 730 744 hectares de terres cultivées, soit 9 % du territoire régional, essentiellement dans les provinces de Berkane et Nador. La région représente environ 20 % de la production nationale d'agrumes et 13 % de la production nationale d'olives.

La production agro-industrielle, notamment les agrumes, les olives et les dates, est en grande partie exportée vers l'Europe, et parfois même jusqu'en Russie ou en Amérique du nord.

Le nombre d'arrivées touristiques, 2013

Pays d'origine	Nombre d'arrivées
Non-résidents	51 699
Espagne	17 454
Portugal	9 181
France	5 300
Belgique	3 175
Moyen-Orient	2 420
Allemagne	2 217
Suisse	578
MREs	534
Etats-Unis	450
Résidents	100 444
Total	152 143

SOURCE: Délégation Régionale du Tourisme de l'Oriental

Les minéraux restent les principaux produits d'exportation au départ du port de Nador. Les autorités régionales estiment qu'il existe un potentiel de développement des ressources de plomb, de zinc, d'argent et de manganèse.

tal que ses projets sont les plus nombreux. La commercialisation de la Technopole d'Oujda a débuté en 2013. A mi-2014 34 entreprises avaient annoncé leur intention de s'implanter dans le parc et deux activités de vente au détail devraient démarrer en 2014. Depuis la commercialisation du parc de Selouane début 2014, une douzaine d'entreprises ont manifesté leur intérêt. Durant la phase initiale de développement, ces trois parcs privilégieront les entreprises locales.

Plus de 90 % des entreprises de l'Oriental sont des PME, rarement en situation d'investir les zones industrielles « clés en main » ; MEDZ a cependant confirmé que les trois zones avaient effectivement attiré les sociétés de la région. A ce jour, les investisseurs sont constitués à parts égales d'entreprises de l'Oriental et de sociétés implantées dans d'autres régions du Maroc.

Les minéraux restent les principaux produits d'exportation au départ du port de Nador. Les autorités régionales estiment qu'il existe un potentiel de développement des ressources de plomb, de zinc, d'argent et de manganèse, et s'efforcent ainsi d'encourager l'exploration privée.

De nouveaux projets, notamment la réalisation d'un immense parc muséologique minier dédié à la culture et aux loisirs ainsi que d'une centrale thermique de 318 MW, ont été prévus pour favoriser la création d'emplois locaux à Jerada.

Dans la région, les matériaux de construction sont l'un des principaux sous-secteurs de l'activité industrielle. Les fabricants sont anciennement implantés sur le marché local, en partie grâce à la disponibilité des matières premières. Nador est depuis longtemps déjà le centre de l'industrie de la brique, et compte désormais plus de 23 entreprises locales.

Le secteur est largement constitué de PME, à quelques exceptions près dignes d'être soulignées, notamment le sidérurgiste marocain Sonasid et le fabricant de ciment suisse Holcim. Les matériaux de construction fabriqués localement sont généralement destinés à être utilisés dans la région, et employés pour les projets locaux.

Dans le cadre du Pacte national pour l'émergence industrielle, le gouvernement ambitionne de créer 220 000 nouveaux emplois dans le secteur d'ici à 2015, mais aussi de faire grimper le produit intérieur brut (PIB) de 50 milliards de dirhams (4.4 milliards d'euros) et les recettes à l'exportation de 95 milliards de dirhams (8.4 milliards d'euros) en développant les industries locales.

ATTIRER LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS : Les autorités espèrent que les trois zones industrielles attireront un volume important d'investissements directs étrangers (IDE). Néanmoins, elles seront confrontées à la vive concurrence de parcs tels que Tanger Free Zone à Tanger, Atlantic Free Zone à Kénitra et Midparc à Casablanca, bénéficiant tous du statut de zone franche. Les zones franches sont soumises à des exigences légales et fiscales spécifiques, qui comprennent une série de mesures incitatives communes à toutes, notamment une exonération de l'impôt sur les sociétés pendant 5 ans, suivie d'une réduction du taux d'imposition à 8.75% pendant 20 ans, une exonération

de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et des droits de douane, et une exemption des restrictions à la liberté de change.

Les zones industrielles de l'Oriental n'offrent pas le statut de zone franche, à l'exception de la zone technologique de 40 hectares implantée au sein de la Technopole d'Oujda. Les autorités locales peuvent fixer librement les conditions régissant les zones ; elles proposent quelques mesures incitatives.

La région n'a pas encore enregistré le retour attendu de ses investissements dans les infrastructures et les capacités industrielles. La pénurie de liquidités intérieures, conjuguée à la crise dans la zone euro, a mis à mal le marché des investissements privés.

Une réduction des prix des terrains dans les zones industrielles, ou l'adoption d'incitations fiscales supplémentaires, pourrait contribuer à attirer davantage de groupes privés dans les zones et aider l'Oriental à se différencier des autres régions.

La région de l'Oriental possède néanmoins ses propres avantages concurrentiels, parmi lesquels une main-d'œuvre qualifiée importante, des établissements d'enseignement supérieur et professionnel performants, une abondance de terres disponibles, et l'engagement des autorités locales à traiter rapidement les demandes de création d'entreprise, de soutien financier ou de permis ou autres documents.

RESEAU ELECTRIQUE : Une modernisation des infrastructures électriques a également été entreprise ces dernières années afin de faciliter le renforcement des capacités et de garantir une production électrique suffisante pour approvisionner les zones industrielles de la région, dont la consommation devrait augmenter au cours des années à venir.

Le groupe chinois Shandong Electric Power Construction Corporation a remporté en juillet 2013 un contrat de 3 milliards de dirhams (266 millions d'euros) pour bâtir une nouvelle unité de 318 MW près de la centrale électrique au charbon de Jerada. C'est la première fois qu'un grand projet énergétique est confié à une société chinoise au Maroc. Ce projet sera financé par la banque chinoise Exim Bank. La nouvelle centrale devrait entrer en service d'ici à fin 2016.

Avant la fermeture des mines de charbon, la centrale existante de 165 MW s'approvisionnait auprès des Charbonnages du Maroc. Les centrales, actuelle et future, seront alimentées par du charbon-vapeur et du coke de pétrole acheminés depuis le port de Nador. Le projet devrait créer 4 000 postes supplémentaires dans la province durant la phase de construction.

ENERGIE RENOUVELABLE : A moyen terme, la nouvelle centrale de Jerada permettra d'accroître sensiblement la production d'énergie de la région. Cependant, de manière générale, la région commence à se tourner vers les technologies propres et les énergies renouvelables.

En 2010, l'Oriental a ouvert la première centrale thermo-solaire du pays à Aïn-Bni-Mathar. Celle-ci possède une capacité installée de 450 MW, assurée par une centrale à cycle combiné fonctionnant au gaz naturel, approvisionnée par le gazoduc algérien Maghreb-

Europe. Des panneaux solaires génèrent 20 MW supplémentaires, ce qui porte la capacité totale de la centrale à 470 MW.

Quelques projets pilotes ont été lancés ces dernières années dans le domaine de l'énergie solaire, essentiellement pour mettre en place des stations de pompage d'eau à énergie solaire pour l'agriculture.

Bien qu'à petite échelle, ces projets se sont avérés fructueux. La région de l'Oriental dispose d'importantes ressources solaires. Aïn-Bni-Mathar est l'un des cinq sites retenus dans l'ensemble du Royaume pour la mise en œuvre de projets solaires de grande envergure dans le cadre du Plan solaire marocain, qui vise à générer 2 000 MW d'énergie solaire dans l'ensemble du pays à l'horizon 2020.

Dans la Technopole d'Oujda, une zone dédiée aux technologies propres a été prévue pour attirer les sociétés spécialisées dans les énergies renouvelables, l'optimisation énergétique et l'écologie, dans l'optique de créer des usines d'assemblage et, à terme, de mener des activités de recherche et développement. Si des mesures concrètes doivent encore être annoncées, l'établissement de sociétés étrangères spécialisées dans les énergies renouvelables devrait avoir un impact direct sur le secteur industriel local, notamment grâce à la demande de matériaux fabriqués localement, ou à la création d'usines d'assemblage.

CONSTRUCTION : Les acteurs des secteurs de la construction, des travaux publics et des matériaux de construction ont bénéficié d'importants investissements publics ces 10 dernières années.

Le secteur de la construction, en particulier pour les contrats publics, est dominé par des sociétés implantées dans l'Oriental, telles que Houar, Bioui et Société D&CRB. La concurrence entre les entreprises locales, de plus en plus vive ces dernières années, a entraîné une surenchère à la baisse des appels d'offres et entamé les marges.

Le secteur continuera de bénéficier d'une série de projets de rénovation urbaine et d'infrastructures routières à court terme, à un rythme néanmoins plus lent qu'entre 2005 et 2012, période marquée par une vague de constructions importante. Comme dans toutes les régions du Maroc, le secteur de la construction a également été touché par des pressions macroéconomiques mondiales, notamment les retombées de la crise dans la zone euro, qui a fait reculer les exportations, ralenti les flux touristiques et compliqué l'ob-



La région commence à se tourner vers les technologies propres et l'énergie renouvelable

tention de financements à l'échelle nationale en raison d'un manque de liquidités.

Des difficultés récurrentes, notamment la longueur des délais de paiement pour les contrats publics, ont également freiné la croissance du secteur, et impacté financièrement les petites entreprises désireuses de réinvestir dans de nouveaux projets. Cependant, la législation adoptée en 2013 arrête le délai de paiement de 60 à 90 jours pour les contrats publics et privés, ce qui devrait alléger le fardeau qui pèse sur les petites entreprises.

A court terme, les projets d'investissement privé, en particulier dans les secteurs de l'accueil et l'hébergement, porteront la croissance du secteur. Le secteur de la construction de logements a enregistré une forte progression ces trois dernières années ; les promoteurs ont anticipé une reprise de l'activité économique, et ont ainsi pu participer à la création de nouveaux emplois dans la région de l'Oriental. En 2007, le promoteur immobilier public Al Omrane a ouvert une filiale régionale à Oujda, ayant pour missions de réduire la quantité de logements irréguliers et dangereux, de bâtir des logements sociaux, et de financer des programmes de rénovation urbaine.

Une convention signée en février 2008, concernant la troisième tranche de terrains publics mis à la disposition des promoteurs, a octroyé à Al Omrane une superficie totale de 958 hectares dans la région de l'Oriental. Sur un total de 4 537 logements construits, 2 090 unités seraient à bas prix, avec un prix de vente plafonné à 12 400 euros par le groupe. De plus, sur les 9 535 unités de logements sociaux prévues, près de 1 300 ont déjà été construites et vendues au prix unitaire de 22 200 euros. Enfin, Al Omrane prévoit de bâtir 650 maisons à prix abordable afin de répondre à une demande croissante.

Douze communes de l'Oriental ont été concernées par le Programme « Villes sans bidonvilles » ; parmi celles-ci, 10 ont déjà été déclarées sans bidonville, et les travaux se poursuivent à Berkane et Touissit. A

En 2010, l'Oriental a ouvert la première centrale thermo-solaire du pays à Aïn-Bni-Mathar. Quelques projets pilotes ont été lancés ces dernières années dans le domaine de l'énergie solaire, essentiellement pour mettre en place des stations de pompage d'eau à énergie solaire pour l'agriculture.

Investissement dans les infrastructures touristiques*

	2012	2013
Oujda-Angad	44.5	141.5
Berkane (Saïdia y compris)	20.58	97.74
Nador	0	0
Driouch	0	0
Taourirt	4	0
Jerada	1.5	0
Figuig	2	0.4
Total	72.58	258.84

SOURCE: Délégation Régionale du Tourisme de l'Oriental * (Million de Dh)



Une importance toute particulière a été accordée à la rénovation urbaine

L'un des principaux axes de la stratégie de développement régional est la mise en œuvre de projets de rénovation urbaine, visant à améliorer les infrastructures vieillissantes et à hisser Oujda au rang de centre d'activité économique et d'investissement.

l'avenir, la priorité sera de réaménager une zone de 250 hectares d'habitations jugées mal construites, exposées à un risque d'inondation ou simplement dangereuses. **MODERNISATION URBAINE :** L'effervescence au sein du secteur du logement est aussi en partie due aux nouveaux projets de planification urbaine, suscitant un intérêt particulier auprès des investisseurs internationaux et locaux.

L'un des principaux axes de la stratégie de développement régional est la mise en œuvre de projets de rénovation urbaine, visant à améliorer les infrastructures vieillissantes et à hisser Oujda au rang de centre d'activité économique et d'investissement.

Un projet de réaménagement du centre-ville d'Oujda, Oujda Urba Pôle, chiffré à 222 millions d'euros, a été initié en 2010 et prendra fin en 2019. Celui-ci est mis en œuvre par la Compagnie Générale Immobilière, une filiale de la CDG en partenariat avec les autorités régionales et l'ONCF.

Le projet prévoit le réaménagement en quatre étapes d'un site de 30 hectares au sein de la capitale. Le premier volet, achevé fin 2013, a été marqué par la construction d'une zone résidentielle, commerciale et d'affaires s'étendant sur 4,7 hectares. À proximité de la gare ferroviaire. Alors que le projet a nécessité 31 millions d'euros d'investissement public et privé, les espaces résidentiels et de bureaux sont déjà en cours de commercialisation. Au cours des 5 prochaines années, le projet prévoit la construction d'une gare en périphérie du centre-ville, la transformation de la gare historique en musée, et l'aménagement de la zone de fret inutilisée (adjacente à l'actuelle gare) en un complexe comprenant un parc, un centre commercial et un quartier résidentiel privé.

TOURISME : Dans le cadre des efforts déployés par la région pour développer et diversifier l'activité économique, les secteurs porteurs, tels que l'agrotransformation, devraient bénéficier de nouveaux investissements. Néanmoins, des mesures ont également été prises pour accroître les revenus du secteur

tertiaire. Une importance toute particulière a été accordée au développement de l'industrie du tourisme. La région a pour atouts des biens immobiliers de premier ordre sur le front de mer, un désert intact et un climat attractif. En 2013, l'Oriental disposait de 8 750 chambres d'hôtel, dont 3 170 situées dans la station balnéaire de Saïdia.

Le secteur s'appuie largement sur la station balnéaire de Saïdia, un vaste projet financé par le gouvernement et développé sur une parcelle de 700 hectares à 60 kilomètres au nord d'Oujda. Cette station, la première à voir le jour dans le cadre du Plan Azur, a plusieurs objectifs ambitieux : se doter de neuf hôtels, d'un port de plaisance équipé de 1 350 postes d'amarrage, de trois parcours de golf 18 trous, d'un centre de convention, et d'espaces commerciaux, résidentiels et de bureaux. Trois hôtels ont d'ores et déjà ouvert leurs portes : l'hôtel Be Live, l'hôtel Oriental Bay et l'hôtel Iberostar.

En février 2014, le groupe espagnol Meliá a signé un accord pour la construction de trois nouveaux hôtels sur le site, une étape importante après plusieurs années de ralentissement en partie due à un manque de financement, largement imputables à la crise économique en Europe (se reporter à l'analyse). « A l'horizon 2017, les capacités hôtelières de Saïdia devraient être suffisantes pour entraîner une augmentation du nombre de visiteurs internationaux », a déclaré à OBG Hatim Zaki, Directeur général délégué chargé de l'exploitation pour la Société de Développement Saïdia.

Un second projet de station balnéaire, Marchica, prévoit le réaménagement de 4 000 hectares sur la lagune de Marchica, à proximité de Nador. Cette station comprendra sept cités (écologiques et durables), un parcours de golf, des hôtels et des villas résidentielles.

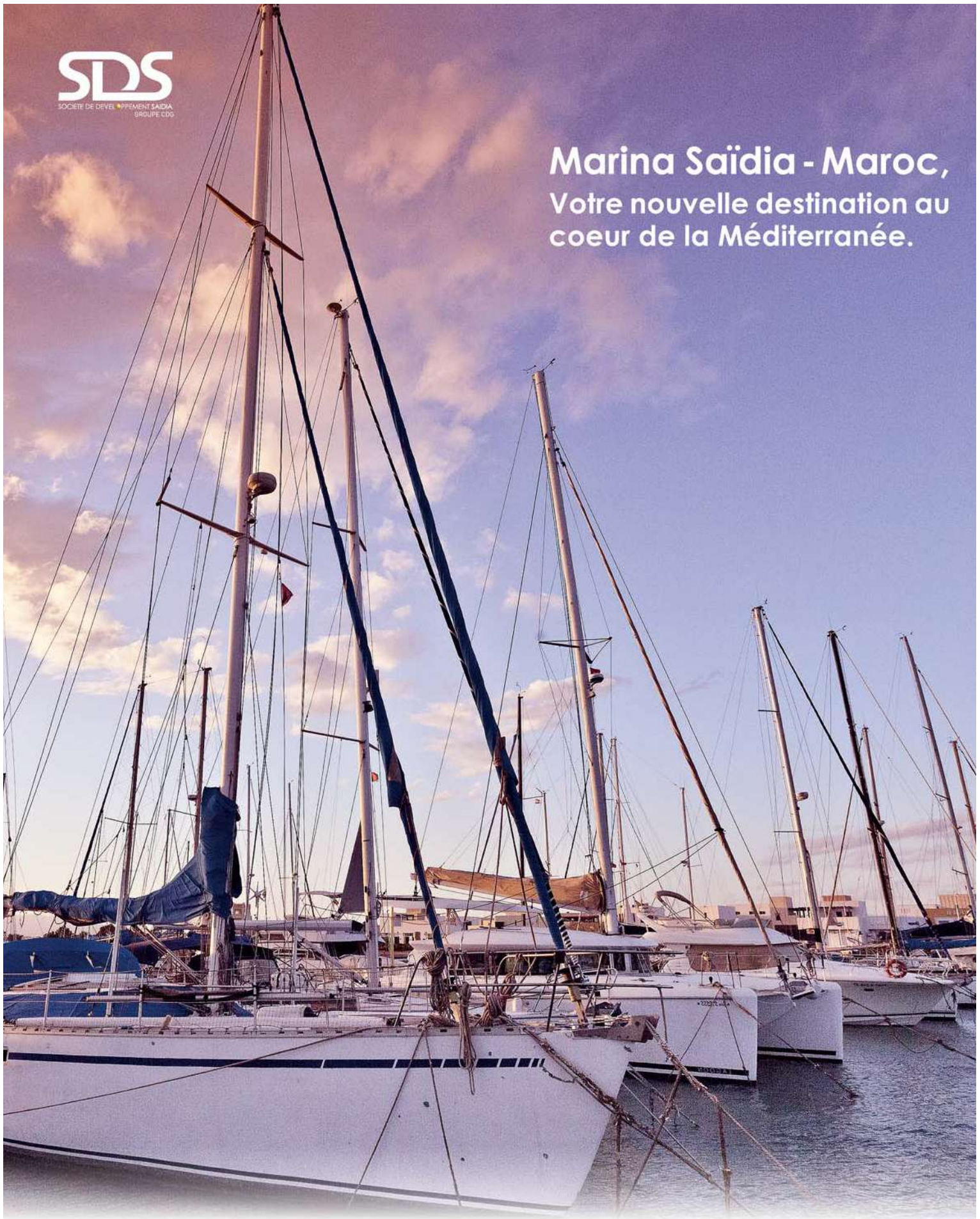
Marchica sera de moindre envergure que Saïdia, et davantage axée sur l'environnement, l'objectif étant d'y développer l'écotourisme dans un cadre protégeant et promouvant l'environnement côtier.

Interrogé par OBG, Saïd Zarrou, Directeur général de l'Agence pour l'aménagement du site de la lagune de Marchica, a déclaré : « Dans le cadre du plan de développement de Marchica, et puisqu'un nouveau port, Nador Med West, a été créé, le port de Bni-Ansar sera intégré à la ville et jouxtera les développements stratégiques de bâtiments à usage mixte et de nouvelles installations. »

FORMATION : Le secteur de l'enseignement supérieur de l'Oriental bénéficie de ressources financières relativement importantes, et a particulièrement bien été financé ces 10 dernières années suite au lancement de la stratégie de développement régionale. En termes d'infrastructure, les capacités d'accueil sont satisfaisantes, permettant ainsi de dispenser des cours à de nombreux étudiants.

La principale université de la région de l'Oriental, l'Université Mohammed Premier, compte 45 000 étudiants répartis dans trois campus. Près de 30 000 étudiants sont concentrés sur le campus principal, situé à Oujda, tandis que les deux campus satellites, situés à Nador et Al Hoceïma, accueillent le reste des étudiants. Le campus d'Al Hoceïma se trouve administrativement

Marina Saïdia - Maroc, Votre nouvelle destination au coeur de la Méditerranée.



Destination nautique internationale, la marina de Saïdia offre aujourd'hui plus de 800 anneaux de mouillage disponibles pour différents types de bateaux, ainsi que des services de maintenance technique et une offre de restauration diversifiée. La marina de Saïdia est aujourd'hui l'une des plus grandes marinas de toute la Méditerranée.

SaïdiaMed



L'Initiative Royale a attiré des investissements dans plusieurs secteurs

Le budget alloué à l'éducation régionale a été multiplié par quatre depuis le lancement de l'Initiative Royale en 2003, pour soutenir les projets de construction de 70 nouveaux établissements, tous niveaux confondus.

dans la région voisine de Taza-Al Hoceima-Taounate, à l'ouest de l'Oriental.

Autre point important, l'Université s'est employée à offrir des formations alignées à la demande et aux besoins du marché du travail régional, qui sont en pleine mutation. Cette tendance est également observée dans l'ensemble du pays, alors que le gouvernement marocain cherche à faire baisser le taux de chômage et à développer les formations techniques et professionnelles. L'Université a ainsi renforcé ses programmes dans des secteurs tels que l'agro-industrie, l'ingénierie, les énergies renouvelables et la gestion d'entreprise.

« Nous nous efforçons d'anticiper l'évolution de l'économie et du système éducatif dans la région de l'Oriental », a expliqué à OBG Abdelaziz Sadok, Président de l'Université. « La gouvernance de l'Université a été refondue, afin de mettre en place une supervision plus efficace et réactive de nos programmes. Par ailleurs, nous développons des offres dans les secteurs susceptibles de porter la croissance économique régionale à long terme. »

L'Université Mohammed Premier travaille également à la création de nouveaux campus à proximité des trois zones industrielles de la région, afin d'offrir aux étudiants un contact direct avec les employeurs (se reporter à l'analyse).

Au sein de la Technopole d'Oujda, un espace a été spécifiquement dédié au Campus du savoir, qui accueillera un campus satellite de l'Université Mohammed Premier spécialisé dans les nouvelles technologies, les énergies renouvelables, l'offshoring et les secteurs connexes.

Le Campus du savoir sera également doté d'un centre de formation professionnelle de l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail. L'Université prévoit d'ouvrir des campus à Berkane et Nador, et étudie des plans concernant la création d'un campus d'études touristiques à Saïdia.

Le budget alloué à l'éducation régionale a été multiplié par quatre depuis le lancement de l'Initiative

Royale en 2003, afin de soutenir les projets de construction de 70 nouveaux établissements, tous niveaux confondus. Les programmes de développement urbain menés actuellement à Oujda ont pour vocation d'accroître le nombre d'écoles primaires pour garantir un système éducatif avec des bases solides.

SANTÉ : Avec un certain succès, le gouvernement oeuvre également pour améliorer les indicateurs de santé de la région. A travers le projet Oujda Urba Pôle, le système de sécurité sociale de l'Oriental a fait l'objet d'améliorations importantes dans le cadre de l'Initiative Royale.

Un Centre Hospitalier Universitaire (CHU) a été récemment construit dans la capitale. Le CHU est doté d'équipements de pointe et offre une capacité de 653 lits. Il comporte notamment un centre d'oncologie, un hôpital psychiatrique et un hôpital des spécialités ainsi que bien d'autres départements nécessaires à la région.

Un second hôpital flambant neuf, qui devrait prochainement être inauguré à Saïdia, permettra d'améliorer l'accès à la santé de la population locale, ainsi qu'aux résidents du complexe balnéaire voisin. Par ailleurs, Oujda accueille désormais la première Faculté de médecine de l'Oriental, qui a ouvert ses portes en 2009. La première promotion d'étudiants a été diplômée à l'été 2014. Cette Faculté pourra accueillir 400 étudiants par an, dans la limite de 2 800 étudiants et internes, et contribuera ainsi à répondre à la demande de personnel spécialisé dans la région.

PERSPECTIVES : Dans l'optique de doper la production économique locale, de créer des emplois, d'attirer les investissements étrangers et de relever le niveau de vie, les autorités locales et nationales ont déployé d'importants efforts pour renforcer l'environnement commercial de la région Sur 10 ans, le bilan de l'Initiative Royale, qui a attiré des investissements dans plusieurs secteurs clés, est largement considéré comme positif. Cependant, les autorités ont encore beaucoup à faire pour réduire la taille de l'économie informelle et soutenir la croissance des PME locales, notamment en résolvant les problèmes de compétitivité rencontrés par ces dernières. Néanmoins, grâce à l'amélioration des infrastructures, aux nouvelles zones « clés en main » destinées aux investisseurs potentiels, et à la vague d'investissements dans les secteurs tertiaire et social, l'Oriental conserve une marge de croissance importante.



La région de l'Oriental ne manque pas d'attractions touristiques



La région vise l'amélioration des infrastructures industrielles

Cap sur l'industrie

Trois nouvelles zones pour accroître la valeur ajoutée industrielle dans la région

MEDZ, spécialiste de l'aménagement de parcs d'activités et filiale de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG), planche actuellement sur la mise en place et la commercialisation de trois zones industrielles dans la région de l'Oriental. MEDZ assure la gestion d'un réseau de 14 zones axées sur le tourisme, l'industrie et l'offshoring, dispersées à travers le pays, mais c'est dans l'Oriental que l'on trouve le plus grand nombre de projets de MEDZ au Maroc, ce qui illustre à la fois le potentiel économique de la région et l'importance particulière que le gouvernement accorde au développement de celle-ci, en grande partie marginalisée jusqu'aux années 1990.

Prenant en compte le ralentissement de l'exploitation minière – qui constituait autrefois une importante source de revenus pour la région, en particulier dans la province de Jerada, où se trouvaient les mines de charbon – et le faible niveau d'activités économiques dans la région dans les années 1990, le besoin d'établir des infrastructures industrielles et d'améliorer la compétitivité s'est fait ressentir, afin de développer de manière organique le secteur de l'industrie. Ont fait ressortir le besoin d'établir des infrastructures industrielles, d'améliorer la compétitivité et de laisser le secteur de l'industrie se développer de manière organique. Les trois nouvelles zones industrielles sont orientées vers des secteurs spécifiques – tels que l'agro-industrie, les nouvelles technologies, les énergies renouvelables et l'offshoring – à fort potentiel de compétitivité. Ceci étant, les zones accueilleront tout investissement industriel, du moment que les projets respectent les normes relatives à la pollution sonore et à la protection de l'environnement.

LA TECHNOPOLE D'OUIDA : Le projet le plus avancé est celui de la Technopole d'Oujda, spécialisée dans les technologies propres, les technologies de l'information et des communications (TIC) et les énergies renouvelables. La Technopole est découpée en zones spécifiques et comprend notamment une zone industrielle pour les PME peu polluantes, une plateforme

commerciale à vocation régionale, ainsi qu'une zone d'activité commerciale, une zone de services et une zone logistique. Enfin, un emplacement est réservé à un centre spécialisé dans l'offshoring, Oujda Shore, et un autre aux énergies propres, avec 40 hectares dédiés à la production et à l'assemblage de composants à destination du secteur des énergies renouvelables et d'autres technologies propres.

En tout, au premier trimestre 2014, 34 entreprises avaient déjà signé des accords pour s'installer dans la zone. Deux tiers de ces projets se situent dans la zone industrielle dédiée aux PME et portent sur des activités issues de secteurs variés, dont la métallurgie, l'agro-industrie, les textiles et l'isolation thermique. Neuf autres projets ont élu domicile dans la zone d'activité commerciale, dans des secteurs tels que la concession automobile, le mobilier et le matériel industriel. À mi-2014, deux entreprises avaient démarré leurs activités dans la Technopole ; il s'agit de deux entreprises commerciales marocaines de distribution. MEDZ prévoit le lancement des opérations d'installation de huit entreprises supplémentaires dans la zone d'ici fin 2014.

Oujda Shore sera entièrement dédiée aux activités d'offshoring. Tout comme Technopolis à Rabat, Casanearshore à Casablanca et Tetouanshore à Tetouan, Oujda Shore vise à accueillir des sociétés opérant dans les domaines des centres d'appel, de l'externalisation des processus d'affaires (BPO), de l'externalisation informatique, de la comptabilité et de l'audit, et d'autres services de support. Le parc s'adressera aux entreprises de la Technopole, mais aussi aux entreprises implantées dans le reste du Maroc ou à l'étranger.

LE PARC INDUSTRIEL DE SELOUANE : Le parc de Selouane, en cours d'aménagement, s'étendra sur 444 hectares, à 12 km au sud de l'unique port international de la région, Nador. Il sera le seul parc industriel du Maroc à compter un organisme public local parmi ses investisseurs : la Chambre de Commerce de Nador a pris une participation de 32% dans l'entreprise privée créée pour assurer la gestion de la zone, la Société

Les trois nouvelles zones industrielles sont orientées vers des secteurs spécifiques – tels que l'agro-industrie, les nouvelles technologies, les énergies renouvelables et l'offshoring – dotés d'un très fort potentiel de compétitivité.

La Technopole d'Oujda est découpée en zones spécifiques et comprend notamment une zone industrielle pour les PME peu polluantes, une plateforme commerciale à vocation régionale, ainsi qu'une zone d'activité commerciale, une zone de services et une zone logistique.



En 2010, l'Oriental a ouvert la première centrale thermo-solaire du pays à Ain-Bni-Mathar

Un site agro-industriel est en cours de réalisation sur un terrain de 100 hectares dans la province de Berkane, principal centre de la production agricole de la région. Le secteur agro-industriel constitue déjà un segment important de l'économie régionale, employant 30% de la main d'œuvre industrielle.

d'Aménagement du Parc Industriel de Selouane, signe de l'importance que revêt la zone pour le développement économique local. Selouane a pour atouts la proximité du port et de forts liens historiques avec l'Espagne. Il se pourrait toutefois que les limites actuelles du port de Nador, qui ne dispose pas de terminal à conteneurs, constituent un obstacle au développement du parc. Le projet de construction d'une importante plateforme portuaire de commerce et de transbordement à 30 km du port existant devrait contribuer à accroître les capacités d'exportation sur le long terme (voir l'analyse).

Si le parc de Selouane a accusé quelque retard, la première tranche de 50 hectares est entrée en phase de commercialisation en mars 2014. La zone sera axée sur les industries légères et les services de support. À mi-2014, 13 entreprises locales et nationales ont signé pour établir des projets dans la zone, dans des secteurs allant de l'agro-industrie et des produits chimiques aux laboratoires et aux matériaux de construction.

L'AGROPOLE DE BERKANE : Enfin, un site agro-industriel est en cours de réalisation sur un terrain de 100 hectares dans la province de Berkane, principal centre de la production agricole de la région.

Le secteur agro-industriel constitue déjà un segment important de l'économie régionale, employant 30% de la main d'œuvre industrielle locale. L'aménagement du site devrait nécessiter un investissement total de 361 millions de dirhams (32,1 millions d'euros). Une fois terminé, celui-ci comportera trois zones distinctes dédiées à la transformation agro-alimentaire, au conditionnement à la logistique et à la recherche et développement.

La première tranche de 50 hectares est en cours de commercialisation et MEDZ a répertorié 20 projets d'investissements dans la zone, qui portent notamment sur la production laitière et sur les plantes aromatiques et médicinales, ainsi que sur des activités transversales telles que l'emballage, le conditionnement, le pompage hydraulique et l'irrigation. À terme, la zone

devrait permettre la création de 5 000 emplois et attirer 1 milliard de dirhams (88,8 millions d'euros) d'investissement.

Outre une augmentation des recettes d'exportation de la production agricole, les autorités locales comptent sur l'Agropole pour faire de Berkane un centre reconnu de la recherche et développement. Trois laboratoires sont en cours d'installation dans la zone, sous la houlette de l'Office National de la Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires (ONSSA) et de l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA), avec pour objectif d'encourager le développement de produits à plus forte valeur ajoutée et l'application de normes de qualité strictes afin d'améliorer l'image des produits locaux sur les marchés d'exportation.

PETITES ENTREPRISES : Dans un premier temps, les zones industrielles s'adresseront toutes trois aux entreprises de la région, ainsi qu'à celles établies dans d'autres parties du Maroc. Les trois nouvelles plateformes industrielles sont en phase avec les capacités et le potentiel économique de la région. Par contre, les prix actuels des terres sont toujours hors de portée pour de nombreuses PME, qui représentent plus de 90% des entreprises locales.

Imad Mrani Alaoui, Directeur Général de la société locale Quality Shore, active dans les domaines de l'informatique et des centres d'appel, a expliqué aux équipes d'OBG que « s'installer dans une des zones d'offshoring spécialisées de l'Oriental représenterait un gain en termes d'approvisionnement en électricité et d'accès aux services de support. Cependant, dans un contexte de ralentissement économique mondial couplé à une crise de liquidités au Maroc, les prix des loyers restent inaccessibles pour certaines PME, surtout si elles doivent encore investir dans la relocalisation de leurs activités dans la nouvelle zone. »

MEDZ a en partie revu à la baisse ses projets de commercialisation des parcs en réponse aux résultats économiques largement mitigés qu'a enregistré le pays, mais les modifications sont aussi le reflet d'une approche plus pragmatique de l'aménagement des parcs. Chaque zone commercialisera pour commencer une première petite tranche et les sections suivantes seront développées au fur et à mesure de l'évolution de la demande. Cela étant, les zones ont déjà réussi à attirer des entreprises de nombreuses régions ; jusqu'à présent, l'investissement dans les trois zones s'est effectué à parts égales entre les entreprises locales et nationales.

Les sociétés présentes dans d'autres centres économiques comme Casablanca, Rabat et Agadir ont manifesté un intérêt croissant pour la région, ce qui est bon signe pour le développement régional. À terme, les promoteurs du projet et les autorités locales espèrent que les zones attireront les investissements étrangers. Les démarches administratives dans la région ont été simplifiées, et des institutions d'enseignement professionnel et supérieur sont en train de mettre sur pied des centres de formation à proximité de chacune des trois zones, ce qui devrait contribuer à ouvrir la voie à de futurs investissements.

Les zones ont déjà réussi à attirer des entreprises de nombreuses régions ; jusqu'à présent, l'investissement dans les trois zones s'est effectué à parts égales entre les entreprises locales et nationales.



L'encouragement de l'agrégation est une autre priorité régionale

Opportunités de croissance

Des projets pour accroître la production agricole, en valeur comme en volume

L'agriculture a toujours été un secteur majeur de l'économie locale, se disputant traditionnellement la première place en termes de recettes avec le secteur minier. Il n'en reste pas moins que, comme de nombreuses autres régions au Maroc, l'Oriental peine à capter une grande part de la valeur de la production locale, devant souvent se contenter d'exportations de matières premières et d'agriculture de subsistance.

Quelque 77 projets ont été retenus pour la région dans le cadre de la stratégie nationale de développement agricole, le Plan Maroc Vert (PMV), qui vise à optimiser la production, moderniser le secteur et accroître la valeur ajoutée. Les autorités régionales ont mis en évidence un certain nombre de points sur lesquels il sera nécessaire de se concentrer pour encourager une augmentation durable de la production locale, mais aussi pour faire progresser la région dans la chaîne de valeur, créer des emplois et augmenter les revenus.

PRIORITÉS : La création d'un parc agro-industriel, l'Agropole de Berkane, dans la principale province agricole de la région, stimulera la production à forte valeur ajoutée tout en réduisant les coûts. Cet objectif pourra être atteint en fournissant un accès à de meilleurs réseaux de transport et de logistique ; en proposant des services d'emballage et de conditionnement, et en s'assurant de la proximité de structures de recherche et développement. Les coûts de production peuvent monter très haut dans l'est du pays, étant donné les coûts de transport plus élevés et l'absence de grand port à conteneurs dans la région. L'Agropole devrait développer l'emploi dans le secteur et revoir à la hausse les objectifs de recettes d'exportation, à condition d'attirer, comme prévu, une palette de projets variés.

Autre priorité régionale dans le cadre du PMV : l'encouragement de l'agrégation. Selon les chiffres publiés par la Direction Régionale de l'Agriculture (DRA), 63% des exploitations agricoles dans l'Orien-

tal ont une surface inférieure ou égale à 5 hectares. Les efforts déployés en vue de la constitution de groupements agricoles commencent à porter leurs fruits, en particulier la production d'agrumes, d'olives et de dattes. De plus, comme on le voit ailleurs au Maroc, les projets du PMV s'emploient à introduire des techniques améliorées, dont la mécanisation et l'irrigation localisée, qui permettent une utilisation plus efficace des ressources. Le gouvernement a mis en place dans le pays tout entier une série de mesures avantageant les groupements agricoles en subventionnant l'acquisition et l'installation de matériel, ce qui a contribué, au cours des dernières années, à étendre la surface irriguée, qui atteint désormais 107 334 hectares, soit 14,6% de la surface agricole utile de la région.

Le PMV et la stratégie régionale de développement visent à faire passer la contribution du secteur au PIB à 537 millions d'euros d'ici 2020, contre 382 millions d'euros en 2012. Les programmes encourageant l'agrégation et une utilisation efficace des ressources qui sont mises en œuvre actuellement devraient aider le secteur à atteindre ses objectifs. Le poids de la région dans la production nationale est appelé à augmenter à mesure que les projets réalisés dans le cadre du PMV entrent en production en 2014-2015.

AGRUMES : La production d'agrumes joue un rôle clé dans le tissu économique et social de la région, en particulier en termes d'emploi et de recettes du secteur. L'Oriental a produit 254 000 tonnes d'agrumes en 2013. Selon les estimations d'acteurs locaux, le secteur des agrumes serait à l'origine de 2 millions de journées de travail par an.

Le développement de la filière agrumicole constitue un objectif central du premier pilier du PMV ; des agrumes tels que les oranges, les clémentines et des produits transformés comme le jus d'orange représentent des exportations à forte valeur ajoutée pour le pays. Plusieurs projets du PMV ont déjà été

Quelque 77 projets ont été retenus pour la région dans le cadre de la stratégie nationale de développement agricole, baptisée Plan Maroc Vert (PMV), qui vise à optimiser la production, moderniser le secteur et accroître la valeur ajoutée.

L'Oriental a produit 254 000 tonnes d'agrumes en 2013. Le secteur des agrumes serait à l'origine de 2 millions de journées de travail par an. Le développement de la filière agrumicole constitue un objectif central du Plan Maroc Vert.



Selon la DRA, 21 000 hectares supplémentaires ont été plantés d'oliviers entre 2009 et 2012

En 2013, les plantations d'oliviers s'étendaient sur 83 369 hectares, ce qui en faisait la deuxième culture en termes de superficie après les céréales ; 123 000 tonnes ont été produites en 2013, soit 5% de la production nationale.

mis en place dans la province de Berkane en vue d'étendre les surfaces plantées et d'encourager l'agrégation. Selon le groupe agro-industriel Kantari, établi à Berkane, on a assisté ces dernières années à une expansion des plantations d'agrumes, qui s'étendent désormais sur 4 000 hectares où l'on trouve quelque 288 producteurs individuels.

S'il est vrai que bon nombre de groupements agricoles ne bénéficient pas encore d'une forte présence sur les marchés étrangers, le segment des agrumes peut lui compter sur des canaux d'exportation bien établis. De ce fait, il y a tout lieu de penser que les efforts déployés pour amplifier la production et augmenter la part des produits à forte valeur ajoutée entraîneront une hausse considérable des recettes du secteur. La grande majorité de la production agro-industrielle d'agrumes est exportée à partir du port de Nador vers l'Amérique du nord, l'Europe de l'est et la Russie, ou dans des conteneurs au départ de Casablanca et en direction de l'Europe.

Mohammed Ramdani, directeur commercial chez Kantari, s'est confié à OBG : « Les exportations marocaines d'agrumes traversent une période difficile en 2013-2014. La production s'est accrue grâce au PMV, mais les exportations d'agrumes sont confrontées à une forte concurrence internationale, notamment de l'Égypte, la Turquie et l'Espagne. Ces dernières années, la consommation a reculé en Europe du fait de la crise économique et la concurrence risque d'être rude à court terme. Au nombre

des dispositions possibles pour stimuler les exportations d'agrumes, on peut citer une meilleure organisation de la profession et la recherche de nouveaux marchés. » En insistant sur le développement de stratégies marketing, les États-Unis, l'Europe de l'est et même le continent africain pourraient constituer à l'avenir des marchés d'exportation intéressants.

OLIVES : L'Oriental dispose également d'un avantage naturel dans la filière olive. Plus de 85% des terres cultivées de la région sont situées en zones bour, des zones semi-arides bien adaptées à la culture des olives. En 2013, les plantations d'oliviers s'étendaient sur 83 369 hectares, ce qui en faisait la deuxième culture en termes de superficie après les céréales ; 123 000 tonnes ont été produites en 2013, soit 5% de la production nationale.

Selon la DRA, 21 000 hectares supplémentaires d'oliviers ont été plantés entre 2009 et 2012, ce qui devrait entraîner une hausse de la production quand les arbres entreront en phase de production au cours des deux prochaines années. M. Mimouni a déclaré à OBG : « D'importants efforts ont été déployés dans le but d'encourager l'agrégation et d'accroître les surfaces plantées de cultures clés telles que les olives, les agrumes et les dattes. À la saison prochaine, on commencera à pouvoir observer l'impact de ces projets sur la production agricole régionale. »

TERRES AGRICOLES : La région totalise également 3 à 5% de la production fruitière arboricole du Royaume, sans compter les agrumes et les légumes comme les tomates et les oignons. Les plantations industrielles de betteraves sucrières ont produit 198 000 tonnes en 2013. La plus grande portion des terres agricoles, de 390 000 hectares, est consacrée aux céréales. La région a produit 195 000 tonnes de céréales en 2013. La majeure partie de la production locale est achetée par des minoteries de l'Oriental, mais la production locale ne suffit pas à satisfaire la demande, comme c'est le cas dans le Maroc tout entier, et les minoteries importent de la farine d'Europe, de Russie et des États-Unis.

Le gouvernement local s'attache également à soutenir les activités en dehors des principales provinces agricoles que sont Berkane et Nador, afin de créer des activités génératrices de revenu dans l'ensemble de la région et de ralentir l'exode rural. Une enveloppe de 20,2 millions d'euros a par exemple été accordée, dans le cadre du PMV, à un projet d'amplification de la production de dattes dans l'oasis de Figuig, dans les terres arides du sud.

Le programme portait essentiellement sur la préservation des palmeraies de la province grâce à la création de nouveaux bassins de retenue d'eau et à l'installation de systèmes d'irrigation par goutte-à-goutte, économes en ressources. Ce programme, qui représente une importante source d'activité à valeur ajoutée pour les résidents de Figuig, s'inscrit dans le droit fil des mesures visant à améliorer le réseau de transport, la compétitivité touristique et le niveau de vie des habitants de cette province de l'Oriental, jusqu'alors relativement défavorisée.

Production agricole régionale et objectifs, 2010-20 (000 tonnes)

Filières	Production 2010	% production nationale	Estimation 2013	Objectif 2020
Céréales	320	4%	195	186
Légumes	241	5%	323	403
Olives	82	5%	123	265
Agrumes	199	12%	254	563
Arbres fruitiers	82	3%	107	147

SOURCE: Ministère de l'agriculture



Le secteur hôtelier de la région comptait environ 8750 lits en 2013

Une double stratégie

Une stratégie de développement est en place pour attirer à la fois le tourisme à grande échelle et le tourisme de niches

Avec 200 km de côte méditerranéenne, des régions montagneuses, des sources thermales et des oasis sahariennes, l'Oriental ne manque pas d'attractions touristiques. L'initiative de développement régional a défini les grandes lignes d'une stratégie qui vise à développer le potentiel touristique à plusieurs niveaux, en ciblant différents marchés.

Celle-ci comprend la construction de grands complexes balnéaires de luxe dans les stations de Saïdia et de Marchica, des projets visant à augmenter les capacités d'accueil de villes telles qu'Oujda et Berkane, et le développement d'un tourisme rural à petite échelle, axé sur l'identité culturelle et l'environnement unique de la région. Le secteur hôtelier de la région comptait environ 8 750 lits en 2013. La province côtière de Berkane concentre plus de la moitié de la capacité hôtelière totale et, sur les 5 264 lits de la province, 3 170 sont dans la station balnéaire de Saïdia. Oujda (2 400 lits) et Nador (923 lits) se partagent en grande partie la capacité restante. D'autres hôtels sont disséminés dans les provinces rurales et on trouve, par exemple, 107 lits à Figuig et 60 à Driouch, mais ailleurs l'hébergement hôtelier est extrêmement limité.

ARRIVÉES : L'objectif à moyen terme est d'équiper la région de 120 000 lits d'ici 2025, mais, pour ce faire, il faudrait donner un grand coup d'accélérateur à la construction hôtelière, chose que le marché local n'est pas en mesure de satisfaire.

Les arrivées touristiques n'ont pourtant cessé d'augmenter ces dernières années, en même temps que la construction d'infrastructures. Le nombre d'arrivées a grimpé de 62%, passant de 93 940 en 2008 à 152 143 en 2013. Un chiffre légèrement inférieur à celui de 2012, qui avait enregistré un nombre record de 183 000 arrivées, imputable en partie à l'expansion du complexe balnéaire de Saïdia.

Le nombre d'arrivées de touristes étrangers a plus que doublé au cours de la même période, passant de 21 000 en 2008 à 51 700 en 2013. L'Espagne est le premier marché en termes d'arrivées étrangères, suiv-

ie du Portugal, de la France et de la Belgique. Le marché du tourisme régional est dominé par les touristes nationaux, qui représentent les deux tiers des arrivées dans la région de l'Oriental en 2013.

Néanmoins, l'analyse du nombre de nuitées dans les hôtels de la région montre une répartition quasi-égale entre les touristes nationaux et internationaux, avec 230 900 et 233 300 nuitées en 2013, respectivement.

Étant donné l'important flux migratoire des habitants de l'Oriental partis chercher du travail en Europe, les Marocains résidant à l'étranger (MRE) constituent également un important marché touristique. Selon les statistiques émises par la Délégation Régionale du Tourisme de l'Oriental, quelque 2 217 MRE ont séjourné dans la région en 2013. Toutefois, comme bon nombre de MRE sont de passage, ils optent pour un hébergement autre que l'hôtel : les estimations non officielles font donc état d'un chiffre bien plus élevé que 100 000 MRE par an.

STATION BALNÉAIRE : Dans le cadre du plan régional de développement, les grandes stations balnéaires sont appelées à générer une large partie des recettes touristiques de la région. Jusqu'à présent, la priorité a été accordée à l'aménagement d'un complexe de 700 hectares à Saïdia, à 60 km au nord d'Oujda.

Cette station balnéaire a été la première d'une série de six projets dont la réalisation est prévue dans le cadre du Plan Azur, la stratégie marocaine d'aménagement touristique du littoral. À ce jour, seul un autre projet du Plan Azur a été lancé, la station de Lixus près de Larache dans le nord-ouest du Maroc.

La station de Saïdia est un projet ambitieux par sa taille. À terme, elle devrait avoir une capacité de 30 000 lits, répartis entre neuf hôtels quatre et cinq étoiles et 3 000 logements résidentiels. Sont également programmés trois golfs 18 trous, une marina de 1 350 anneaux, un parc aquatique et tout un ensemble d'équipements comme des restaurants, des espaces commerciaux et des centres d'affaires. Un nouveau complexe commercial de 248 magasins vient d'ailleurs

Le nombre d'arrivées de touristes étrangers est passé de 21 000 en 2008 à 51 700 en 2013. Le marché du tourisme régional est dominé par les touristes nationaux, qui représentent les deux tiers des arrivées en 2013.

Dans le cadre du plan régional de développement, une large partie des recettes touristiques à venir est appelée à provenir de grandes stations balnéaires.



Projet de développement durable de la Lagune de Marchica



Nous croyons que l'Homme et son environnement sont au cœur de tout projet

Nous nous engageons à préserver, aujourd'hui, les valeurs de demain

Nous œuvrons à promouvoir un modèle économique responsable et viable



Soyez des nôtres,
decouvrimarchica.com



MarchicaMed
Nador

Boulevard Mohammed V
T.+212 (0)5 36 33 24 04 F.+212 (0)5 36 33 23 99



Saïdia est parvenue à attirer un grand nombre de visiteurs et à booster les recettes touristiques

La région devrait accueillir un deuxième projet touristique d'envergure : l'aménagement de la lagune de Marchica, territoire de 4 000 hectares à proximité du port de Nador. Marchica, dont l'investissement total requis est estimé à 4,1 milliards d'euros, devrait avoir une capacité de 101 200 lits.

d'être inauguré à fin 2014. La station, qui a ouvert officiellement en 2009, compte actuellement trois hôtels cinq étoiles, d'une capacité totale de 3 170 lits. Deux d'entre eux sont gérés par des marques espagnoles, Be Live Hotels et Iberostar, tandis que le troisième et plus grand hôtel, Oriental Bay Beach Golf & Spa, a été développé par la chaîne marocaine Atlas Hospitality. Pour l'instant, un golf a été achevé, ainsi que la première partie de la marina, dotée de 750 anneaux.

Saïdia est parvenue à attirer un grand nombre de visiteurs et à booster les recettes globales du secteur touristique. Les trois hôtels existants affichent des taux d'occupation de 65-66% en moyenne en haute saison, c'est-à-dire les quatre mois d'été.

Les tour-opérateurs et agences de voyages européens ont contribué à stimuler l'afflux de clients dans la station, avec en premier lieu les touristes en provenance des marchés traditionnels que sont la France, la Belgique et l'Espagne. Plus récemment, de nouvelles lignes charter ont également drainé un nombre croissant de touristes en provenance de pays tels que la Russie et la Pologne. Pourtant, malgré ces efforts, les touristes nationaux constituent toujours l'essentiel des visiteurs à Saïdia.

DU NEUF DU CÔTÉ DE LA CONSTRUCTION : En 2012, le projet a été repris par un promoteur marocain, contribuant à remettre la station sur les rails. Une nouvelle société de gestion, la Société de Développement de Saïdia (SDS), a été créée en 2012, détenue à 66% par la CDG et à 34% par le Fonds Marocain de Développement Touristique. Le retour des financements devrait être synonyme de développement des travaux de la station dans les années à venir. En février 2014, le groupe espagnol Meliá a signé avec la SDS un accord portant sur la gestion de trois nouveaux hôtels de la zone, dont l'ouverture est prévue pour 2016. Les établissements – des hôtels donnant sur la plage et un parcours de golf, ainsi qu'un complexe d'appartements pour vacances de luxe – disposeront d'une capacité totale de 740 chambres et 2 000 lits. La con-

struction des sites devrait nécessiter un investissement de près d'1 milliard de dirhams (89 millions d'euros). En outre, une enveloppe de 28 millions d'euros a été consacrée à un projet d'amélioration du réseau d'assainissement des eaux usées et du système d'égouts, achevé en 2013. 38 km de canalisations ont été installés afin d'évacuer les eaux usées et les eaux pluviales du complexe touristique, de la ville de Saïdia et de la corniche. La dernière étape, qui prévoit la construction d'une station d'épuration d'une capacité de 20 400 m³ par jour, vient d'être achevée en 2014.

MARCHICA : La région accueillera un deuxième projet touristique d'envergure : l'aménagement de la lagune de Marchica, territoire de 4 000 hectares à proximité du port de Nador. Le projet se trouve toujours dans sa phase initiale mais il progresse rapidement. Marchica Med, créée en 2008 et détenue à parts égales par l'État et par le Fonds Hassan II, est chargée du développement du projet.

Celui-ci comporte le développement de sept cités indépendantes, respectueuses de l'environnement, sur le site de la lagune ; il est prévu que chaque zone touristique soit aménagée par une filiale créée spécialement à cet effet, qui sera alimentée en grande partie par des capitaux privés. Marchica, dont l'investissement total requis est estimé à 46 milliards de dirhams (4,1 milliards d'euros), devrait avoir une capacité de 101 200 lits.

Dans un entretien accordé à OBG, Saïd Zarrou, Directeur Général de l'Agence pour l'aménagement du site de la lagune de Marchica, a expliqué : « Le programme d'aménagement de Marchica repose sur une nouvelle structure de partenariat appelée Secteur de Développement Concerté qui permet la création de joint-ventures entre les Agences de développement, les propriétaires terriens et les investisseurs. »

La construction de la première zone, baptisée Cité d'Atalayoun, est actuellement en cours sur une superficie de 45 hectares. Le site comporte un hôtel de 370 chambres, 650 villas, 2 230 appartements et deux marinas, avec une livraison initialement prévue pour fin 2014. Marchica Med évalue à 75% le pourcentage du site de la lagune qui a été réhabilité. Un parcours de golf de 9 trous et une académie de golf sont en passe d'être achevés et devraient, selon les attentes des promoteurs, attirer des visiteurs toute l'année et pas seulement durant l'été.

Investissement touristique envisagé, 2013-18

Programme	Nombre de projets	Investissement (million de Dh)
Animation, sports, récréation	21	481,4
Plan Azur	1	4 100
Biladi	1	202
Ecotourisme & développement durable	81	2 244,5
Tourisme de niche	4	37
Sites patrimoniaux publics	10	125,5
Total	118	7 190,4

SOURCE: Délégation Régionale du Tourisme de l'Oriental



Il sera crucial de continuer à améliorer les infrastructures

Un nouveau visage

Des projets d'aménagement urbain transforment la capitale régionale

Le paysage urbain d'Oujda s'est vu métamorphosé au cours des dix dernières années par une multitude d'opérations de rénovation urbaine et de projets d'infrastructures qui participent à la stratégie de redynamisation de la capitale régionale.

Les programmes d'infrastructures ont eu un impact sur la quasi-totalité de l'urbanisme de la ville. Des voies d'accès à l'autoroute et des points d'entrée à la ville ont été construits ou réhabilités ; la médina, le centre historique qui conserve aujourd'hui encore un important rôle commercial, a été rénovée afin d'en préserver l'identité culturelle ; enfin, une grande place publique a été aménagée à l'entrée de la médina sur le modèle de la célèbre place Jemaa el-Fna à Marrakech. La municipalité a également créé plusieurs parcs, se rapprochant ainsi peu à peu de l'objectif qu'elle s'est fixée, à savoir de compter 6 mètres carrés d'espace vert par habitant.

La ville a étendu son réseau d'écoles primaires et de garderies afin de rendre ces services plus facilement accessibles à la population et des installations de loisirs sont en cours d'aménagement à travers la ville. Quatre salles couvertes omnisport ont déjà été achevées et deux autres étaient en construction en 2014. Du côté de la culture, on peut citer la rénovation de l'oasis de Sidi Yahia, au sud d'Oujda, qui est une destination populaire auprès des citadins, et le nouveau théâtre de 1 200 places.

Oujda Urba Pôle : La priorité sera désormais donnée au programme de développement urbain Oujda Urba Pôle, qui prévoit le réaménagement de 30 hectares près de l'ancienne gare. Le projet sera découpé en quatre phases et exécuté entre 2010 et 2019, pour un investissement total estimé à 222 millions d'euros.

La première phase, Les Quais Verts, a porté sur le réaménagement de 4,7 hectares en unités résidentielles, bureaux et infrastructures commerciales. La Phase I a été achevée fin 2013 et ses espaces sont actuellement commercialisés par la Compagnie Générale Immobilière, une filiale de la Caisse de Dépôts et de Gestion.

Dans le cadre de la deuxième phase du projet, actuellement en cours, une nouvelle gare sera construite à 6 km de la ville. La gare actuelle occupe une place de choix au cœur de la ville et la zone industrielle désaffectée attenante a une grande valeur immobilière. Une nouvelle gare sera par conséquent construite sur un site de 5,6 hectares à l'extérieur du centre-ville afin de transférer les activités liées à l'industrie et au transport hors des zones résidentielles et commerciales. Une liaison directe est prévue entre la gare et la technopole d'Oujda, située à 12 km de la capitale. La gare actuelle, qui, construite en 1920, est la plus vieille gare du pays, sera transformée en musée et entourée de bâtiments tels qu'un centre commercial, des hôtels quatre et cinq étoiles, des immeubles de bureaux et des résidences de standing. La Phase II du programme devrait être livrée en 2015.

TRANSPORTS EN COMMUN : Le conseil municipal d'Oujda étudie également diverses propositions portant sur la création d'un réseau de transport en commun urbain. Une commission composée d'acteurs marocains et français devrait décider du moyen de transport retenu et faire entrer le projet dans sa phase de réalisation. Il s'agira soit d'un réseau de tramway, comme ceux qui ont été installés à Casablanca et à Rabat au cours des cinq dernières années, soit d'un réseau d'autobus de haut-standing.

En bref, les autorités locales s'emploient à restaurer l'identité d'Oujda en tant que capitale régionale, mais aussi en tant que centre de commerce, de transit et de tourisme. En dix ans, Oujda est passée du statut de marché marginalisé et mal desservi à celui de métropole interconnectée en pleine croissance, qui pourrait potentiellement devenir un centre du commerce intramaghrébin sur le long terme – en particulier si les activités frontalières reprennent avec l'Algérie.

Il sera crucial pour Oujda de continuer à améliorer ses infrastructures et ses équipements pour attirer des investisseurs vers la région et rentabiliser les investissements déjà réalisés.

La priorité sera désormais donnée au programme de développement urbain Oujda Urba Pôle, qui prévoit le réaménagement de 30 hectares près de l'ancienne gare. Le projet est découpé en quatre phases et exécuté entre 2010 et 2019, pour un investissement total estimé à 222 millions d'euros.



Le FIRO vient en aide aux petites et moyennes entreprises de la région

Coup de pouce

Plusieurs programmes ont été mis en place pour renforcer les PME de la région

Le Fonds d'Investissement de la Région de l'Oriental vient en aide aux PME de la région dotées d'un fort potentiel de croissance mais disposant de moyens financiers limités, par des investissements en fonds propres.

Avec des investissements publics en hausse depuis ces dix dernières années, la région de l'Oriental est témoin d'une nette amélioration des infrastructures pour l'entreprise, de l'efficacité accrue des réseaux de transport et d'une amélioration des liaisons avec d'autres centres économiques.

Qu'ils soient marocains ou étrangers, c'est au Conseil Régional d'Investissement (CRI) d'Oujda qu'incombe la tâche d'aider les investisseurs dans la région. Le CRI a approuvé 250 demandes d'assistance aux projets d'investissements en 2013, chiffre qui correspond au nombre de nouveaux projets lancés en 2012. Pour ce qui est de la création d'entreprises, le CRI estime avoir apporté son aide à 500 nouvelles entreprises en 2013, notamment grâce à un programme d'appui aux très petites entreprises, mené en collaboration avec l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ).

D'après la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Oujda, plus de 90% des entreprises locales sont des petites et moyennes entreprises (PME), à l'exception d'une poignée de grands groupes dans les secteurs des matériaux de construction et de la distribution.

ZONES INDUSTRIELLES : Toutes trois orientées vers les PME, les nouvelles zones industrielles vont également soutenir le développement d'entreprises disposant de suffisamment de liquidités pour s'installer dans ces zones. La Technopole d'Oujda, le Parc Industriel de Selouane et l'Agropole de Berkane offrent aux PME une meilleure visibilité sur le marché national et international, garantissent la fiabilité de l'approvisionnement en électricité et sont synonymes de proximité des infrastructures de transport.

OUTILS DE FINANCEMENT : Par le passé, les PME locales et les entreprises familiales n'avaient accès qu'à des possibilités limitées de financement. L'une des premières mesures adoptées, dans le sillage de l'Initiative Royale pour le Développement de l'Oriental, fut, a porté sur la création d'un fonds dédié au développement et à l'investissement dans le secteur

privé local : le Fonds d'Investissement de la Région de l'Oriental (FIRO). Le Fonds a été mis en place avec un capital de 300 millions de dirhams (26,6 millions d'euros), constitué de financements publics et privés. Le FIRO vient en aide aux PME de la région dotées d'un fort potentiel de croissance mais disposant de moyens financiers limités : une première pour la région.

Les investissements en fonds propres constituent un défi dans une région dominée par des entreprises de petite taille qui, pour la plupart, n'appliquent pas assidûment les normes d'information financière.

Pourtant, entre 2008 et 2013, le FIRO a pris une participation dans trois entreprises: Microwarehouse, une société spécialisée dans la vente de matériel informatique, Monlait, une entreprise agro-industrielle de produits laitiers, et Midi Peinture, une unité de production de peintures. La prise de participation du FIRO dans quatre autres entreprises est à un stade d'étude avancé.

DÉFIS : Les PME de la région doivent s'attacher à surmonter un ensemble singulier de défis. Dans un entretien avec OBG, Boubkeur Amar, Directeur commercial chez Minoteries Achark, a expliqué : « Les petites entreprises de l'est ont du mal à tirer leur épingle du jeu dans d'autres parties du Maroc étant donné les coûts de transport élevés et la concurrence présente dans les autres régions.

De plus, le marché régional est inondé de produits de contrebande peu onéreux en provenance d'Algérie et il est difficile pour les entreprises régionales de proposer des prix concurrentiels. » De nombreux produits continuent d'arriver illégalement d'Algérie, où les prix de vente sont bien moindres en raison des lourdes subventions accordées par l'État.

Depuis 2013, l'État a pris des mesures supplémentaires afin d'endiguer le flux de produits de contrebande, mais comme dans d'autres régions frontalières, la situation est compliquée et nécessite des approches holistiques. En attendant, il va falloir que les entreprises de la région trouvent de nouvelles solutions pour rester concurrentielles.



Le port à Bni-Ansar est actuellement équipé pour la pêche

Ça bouge en mer

Un mégaprojet portuaire pour faire de la région un hub du transport maritime

Le projet portuaire Nador West Med, dont la construction a démarré, vise à construire un port en eau profonde doté d'installations de transbordement de conteneurs, ce qui devrait permettre à la région de l'Oriental d'occuper une place plus importante dans le système du transport maritime au Maroc.

La région dispose actuellement d'un port international, le Port de Nador à Bni-Ansar, construit en 1978 comme infrastructure d'importation vers la région, en particulier vers le complexe sidérurgique de Sonasid à Nador. Bni-Ansar est équipé pour le trafic de marchandises, la pêche, le transport international routier (TIR) et pour le trafic passagers, avec des ferries à destination de l'Espagne et de la France, mais il ne dispose pas de terminal à conteneurs, ce qui est un point capital à développer.

Les importations continuent de représenter la majorité du trafic portuaire ; les importations de marchandises telles que le charbon et le coke de pétrole, les céréales et le butane atteignent désormais 1,85 million de tonnes, soit les deux tiers du trafic portuaire total de 2011, selon les dernières statistiques publiées par l'Agence Nationale des Ports (ANP). Les exportations sont principalement constituées de minéraux tels que la baryte, la bentonite et l'argile, suivis par les agrumes et le plomb métal.

Si la région de l'Oriental ne constitue pas à l'heure actuelle un lieu concurrentiel pour le transport maritime à grande échelle, il se pourrait bien que Nador West Med, avec ses quais dédiés aux produits énergétiques et aux marchandises en vrac, vienne changer la donne. L'administration portuaire fait part d'un pic d'activités au port de Nador entre 2010 et 2012, en particulier en ce qui concerne le vrac. Mais la crise économique en Europe s'est davantage fait sentir en 2013, occasionnant une baisse des activités totales de près d'un cinquième.

De l'avis de l'administration portuaire, le pire de la crise économique est passé et 2014 marquera un

palier avec de bons signes de redémarrage. En 2004, le port n'aura fonctionné néanmoins qu'à environ 50% de sa capacité totale.

MOINS DE LIAISONS MARITIMES : En ce qui concerne le commerce maritime, le port subit la concurrence du port espagnol voisin de Mellilla, à l'ouest, et du complexe Tanger Med qui poursuit son expansion sur le détroit de Gibraltar. Bni-Ansar s'est par conséquent concentré de plus en plus sur le trafic passager et le TIR ces dernières années.

L'administration portuaire note toutefois que le trafic TIR a enregistré une baisse annuelle moyenne de 5% ces dernières années, imputable à une hausse de la concurrence et à une baisse de la demande en provenance d'Europe, une tendance qui pourrait se stabiliser en 2015.

TRAFIC DE VRAC : Le trafic de vrac et de marchandises diverses devrait confirmer sa bonne tendance de 2014 à 2015, principalement sous l'effet de l'augmentation des exportations de clinker du cimentier suisse Holcim. L'entreprise a remporté un contrat portant sur la production et l'exportation de 600 000 tonnes de clinker, un constituant du ciment artificiel, à destination de sa compagnie sœur en Côte d'Ivoire au cours de l'année 2014.

Cela entraînera une hausse des importations de composants tels que le coke de pétrole et d'autres produits énergétiques, mais également une hausse des exportations.

Selon les estimations officielles, le trafic de vrac pourrait, en 2014, afficher une augmentation allant jusqu'à 25% en glissement annuel.

De surcroît, un projet de construction d'une centrale électrique à charbon d'une capacité de 318 MW dans la province de Jerada stimulera également le trafic au port de Nador dans les deux à trois prochaines années. Le contrat de construction a été attribué au groupe chinois SEPCO III en juillet 2013 et l'usine devrait démarrer ses activités d'ici la fin 2016.

Si la région de l'Oriental ne constitue pas à l'heure actuelle un lieu concurrentiel pour le transport maritime à grande échelle, il se pourrait bien que Nador West Med, avec ses quais dédiés aux produits énergétiques et aux marchandises en vrac, vienne changer la donne.

Les importations continuent de représenter la majorité du trafic portuaire. Le trafic sortant est principalement constitué de minéraux tels que la baryte, la bentonite et l'argile, suivis par les agrumes et le plomb métal.



Nador pourrait se spécialiser dans le transport des produits énergétiques

Nador est l'un des six centres retenus par l'ANP dans le cadre de sa stratégie portuaire qui, dotée d'une enveloppe de 5,3 milliards d'euros, compte transformer les ports du Maroc en moteurs de la croissance économique et de la compétitivité.

STRATÉGIE MARITIME NATIONALE : Le projet de Nador West Med est pour une bonne part en phase de planification, mais son objectif est d'équiper la région de l'Oriental d'un grand complexe portuaire intégré. Si le projet parvient à réaliser ses ambitions, Nador West Med contribuera à faire de l'Oriental une région plus concurrentielle pour le commerce maritime et le transbordement, à renforcer les opportunités d'investissement et à soutenir la croissance des industries locales. Finalement, il pourrait également contribuer à positionner la région en tant que hub pour les échanges commerciaux au Maghreb.

Nador est l'un des six centres retenus par l'ANP sur le territoire marocain dans le cadre de sa stratégie portuaire qui, dotée d'une enveloppe de 60 milliards de dirhams (5,3 milliards d'euros), compte transformer les ports du Maroc en moteurs de croissance économique et de compétitivité.

Dans le cadre de cette stratégie, Nador sera axé sur les échanges commerciaux avec l'Europe, la Méditerranée et le Maghreb. Les autres ports concernés par cette stratégie de développement comprennent le port de Tanger, orienté vers l'Europe du nord et de l'ouest et les activités de transbordement dans le détroit de Gibraltar, ainsi que Casablanca, Jorf Lasfar, Agadir et un projet dans le sud du Royaume qui regroupera les ports de Tan-Tan, Laâyoune et Dakhla.

NADOR WEST MED : Un site de 850 hectares a été sélectionné pour l'aménagement de Nador West Med dans la baie de Betoia, située à 30 km au nord-ouest de la ville de Nador. Tel qu'il a été décrit initialement, Nador West Med devrait consister en un port en eau profonde spécialisé dans l'importation, le transbordement et le stockage de produits énergétiques.

Il est prévu que le port ait une capacité annuelle de traitement de 15 millions de tonnes de produits pétroliers raffinés, 6,5 millions de tonnes de charbon et 1,5 million de tonnes de vrac, entre autres.

Nador West Med devrait consister en un port en eau profonde spécialisé dans l'importation, le transbordement et le stockage de produits énergétiques.

La société Nador West Med a été créée pour assurer la gestion des opérations du port sous l'autorité de l'ANP.

Dans une deuxième phase, l'ANP prévoit l'ajout de deux quais supplémentaires dédiés aux produits pétroliers, portant ainsi la capacité totale du port à 20 millions de tonnes de produits énergétiques par an. Le coût de cette extension est estimé à 1,6 milliard de dirhams (143 millions d'euros). Une liaison ferroviaire entre Nador West Med et la ligne existante Nador-Taourirt sera également nécessaire à l'avenir afin de garantir des liaisons multimodales.

COMPLEXE INTÉGRÉ : Le développement de Nador West Med s'inscrit dans un projet intégré qui comporte également des projets destinés à réorienter et spécialiser les activités de l'actuel port de Nador et à soutenir les activités touristiques de la station de Marchica située à proximité.

Une fois le complexe de Nador West Med opérationnel, le port de Bni-Ansar sera très probablement réaménagé pour accueillir le trafic de passagers, la navigation de plaisance et la pêche, activités qui viendraient compléter l'aménagement du complexe éco-touristique voisin de Marchica. En ce sens, il est possible que le complexe portuaire de Nador connaisse une évolution semblable à celle de l'aménagement de Tanger Med.

Le trafic de conteneurs et les autres activités de transport maritime avaient été transférés au port de Tanger Med à son ouverture en 2007 et des travaux sont actuellement en cours dans le port historique de la baie de Tanger, qui a vocation à devenir un port de plaisance avec une marina, des infrastructures résidentielles et commerciales et des quais de croisière. Le transfert des activités de transport de marchandises à 30 km de la ville de Nador devrait également permettre de désengorger une ville en pleine expansion.

PLANIFICATION : Il s'agit là d'un chantier considérable et la vision à long terme du port est toujours en voie d'élaboration afin de mieux répondre aux besoins de l'économie locale et d'explorer d'éventuelles complémentarités avec Tanger Med. En l'état actuel des choses, Nador pourrait se spécialiser dans le transport des produits énergétiques, à la fois pour la région de l'Oriental et pour d'autres parties du pays. Tanger poursuivra le développement de ses capacités en matière de conteneurs : les deux terminaux à conteneurs actuellement en construction feront passer sa capacité de 3 millions à 8,2 millions d'EVP d'ici 2016.

Le coup d'envoi du projet de Nador a été donné en décembre 2012, avec une date de livraison prévue au plus tôt pour 2019. Une série d'appel d'offres a été lancée début 2014, portant sur la réalisation d'études visant à déterminer la demande potentielle de transbordement et de produits énergétiques en Méditerranée, mais également sur des études de faisabilité du projet dans son ensemble. Ces études devraient permettre de définir plus clairement l'étendue de Nador West Med avant la fin 2014.



ROYAUME DU MAROC UNIVERSITE MOHAMMED PREMIER OUJDA

Ensemble pour une université pluridisciplinaire,
entreprenante, attractive, et moderne



- L'Université Mohammed Premier (UMP) est implantée sur trois sites Oujda, Nador et Al Hoceima couvrant la région de l'Oriental et la région de Taza-Al Hoceima-Taounate. Elle accueille plus de 45 mille étudiants dans ses 10 établissements.
- L'UMP est une université pluridisciplinaire, elle dispense un bouquet de formations constitué de plus de 150 filières dans les différents niveaux de diplôme (DUT, Licence, Master, Ingénieur, Doctorat,...) couvrant les domaines des sciences exactes, juridiques, économiques, sociales, humaines et dans les langues, littératures et arts.
- L'UMP développe une offre de formation technique et professionnalisante diversifiée pour répondre aux besoins en techniciens, ingénieurs et cadres de haut niveau exprimés par les programmes sectoriels nationaux et leurs déclinaisons régionales (Energies, Agroalimentaire, Industrie, TIC, Génie civil, Tourisme, Métiers de la mer, du travail social, ...)
- L'UMP s'acquitte pleinement de sa mission de service à la communauté à travers sa structures d'interface, ses activités de valorisation de la recherche, son offre de formation continue et accompagne la dynamique de développement de la région par l'implantation du campus technologique universitaire au sein de la technopole d'Oujda, sa présence projetée dans l'agropole de Berkane et le parc industriel de Selouane.
- La recherche scientifique à l'UMP s'effectue dans 46 laboratoires, 145 équipes et 6 centres d'études et de recherche. Le positionnement scientifique de l'UMP à l'échelon national est très honorable avec une production annuelle de plus de 120 publications indexées et 60 thèses de doctorat soutenues et six laboratoires de recherche associés au CNRST.
- La politique scientifique de l'UMP s'articule autour des axes prioritaires couvrant les domaines des ressources naturelles, de l'agriculture, de la santé, de l'environnement, des nouvelles technologies.
- Les formations doctorales s'organisent dans trois centres d'études doctorales couvrant les grands champs disciplinaires : Sciences et techniques, Sciences humaines et arts, sciences juridiques, économiques et de gestion. Plus de 1500 doctorants y sont encadrés.
- L'UMP développe une politique d'ouverture à l'international à travers plus de 130 accords de partenariat avec des institutions étrangères dans les domaines de la recherche scientifique, de la formation et de la gouvernance.
- L'UMP développe avec ses partenaires plusieurs programmes d'échange scientifiques et techniques, de mobilité, de double diplomation, de cotutelles de thèses. L'UMP est fortement impliquée dans des programmes tels que Tempus, Erasmus Mundus, Actions Intégrées, PIC, WBI, ...Le programme CUI avec la Belgique en est le plus important.

Adresse : Présidence de l'Université Mohammed Premier, BV Mohammed VI, Oujda, Maroc.

Adresse postale : B.P. 524, 60000, Oujda, Maroc.

Téléphone : +212 5 36 50 06 12 / 14

Fax : +212 5 36 50 06 09

E-mail : presidence@ump.ma

www.ump.ma



Bien que l'arabe classique soit la langue officielle du Maroc, c'est son dialecte local, la Darija, qui est le plus communément parlé. Le français est également largement utilisé dans le milieu des affaires, les sphères gouvernementales, les écoles et les universités.



La majorité des visiteurs sont dispensés de visa et peuvent y demeurer pendant 90 jours. Un visa de trois mois à entrée simple coûte environ 26 dollars. Les voyageurs doivent être munis d'un passeport valable plus de six mois après l'entrée sur le territoire marocain.

INSTITUTIONS RÉGIONALES

Agence de l'Oriental
(0536) 705 868
Al Omrane Oujda
(0536) 68 20 09
Centre Régional d'Investissement d'Oujda
(0536) 68 28 27
Centre Régional d'Investissement de Nador
(0536) 60 51 98
Chambre d'Agriculture d'Oujda
(0536) 68 32 55
Chambre de l'Artisanat d'Oujda
(0536) 68 35 11
Chambre de Commerce, d'Industrie & de Services d'Oujda
(0536) 50 06 97
Conseil Régional de la Région de l'Oriental
(0536) 68 84 40
Conseil Régional du Tourisme
(0536) 71 10 44
Délégation du Secrétariat d'État auprès du Ministre du Tourisme et de l'Artisanat
(0536) 68 35 52
Délégation Provinciale du Ministère de la Santé
(0536) 68 22 44

Délégation Régionale chargée de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Gestion de la Formation et de la Recherche Scientifique
(0536) 68 41 43
Délégation Régionale chargée de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
(0536) 68 39 07
Direction Provinciale de l'Agriculture et de la Pêche Maritime d'Oujda
(0536) 68 31 39
Direction Régionale de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement
(0536) 68 34 67
Direction Régionale des Infrastructures et du Transport
(0536) 51 68 32
Direction Régionale du Logement, de la Planification Urbaine et de l'Aménagement du Territoire
(0536) 68 29 54
Direction Régionale de la Culture
(0536) 51 42 00
Direction Régionale du Tourisme et de l'Artisanat
(0536) 68 56 31

Chambre d'Agriculture de Nador
(0536) 60 67 29
Chambre de l'Artisanat de Nador
(0536) 60 57 64
Chambre de Commerce, d'Industrie & de Services de Nador
(0536) 60 35 49
Délégation du Ministère de la Culture
(0536) 33 38 88
Direction Provinciale de l'Agriculture et de la Pêche
(0536) 60 64 13
Direction Provinciale de Nador
(0536) 60 63 20
Direction Provinciale chargée du Tourisme et de l'Artisanat
(0536) 33 03 48
Chambre d'Agriculture de Figuig
(0536) 79 83 13
Délégation Régionale chargée de la Culture
(0536) 89 93 26
Direction Provinciale
(0536) 79 80 35
Direction Provinciale de l'Agriculture et de la Pêche Maritime
(0536) 79 81 65
Fonds d'Investissement de la Région de l'Oriental (FIRO)
(0536) 70 32 20

MINISTÈRES

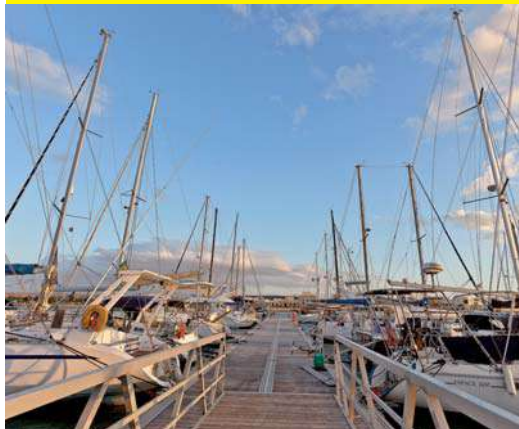
Agriculture
(0537) 760 102
Économie & Finances
(0537) 677 200
Emploi
(0537) 760 521
Énergie
(0537) 688 857
Affaires Étrangères
(0537) 761 123
Commerce Extérieur
(0537) 735 637
Affaires Générales
(0537) 687 300
Santé
(0537) 761 121
Enseignement Supérieur, Recherche Scientifique & Formation
(0537) 771 822
Industrie, Commerce & Nouvelles Technologies
(0537) 762 935
Information
(0537) 678 194
Affaires Intérieures
(0537) 214 000
Justice
(0537) 721 350
Éducation Nationale
(0537) 771 822
Cabinet du Premier Ministre
(0537) 219 400
Tourisme
(0537) 577 800
Transport & Équipement
(0537) 684 153

CHAMBRES DE COMMERCE

Chambre de Commerce Belgo-Luxembourgeoise - Maroc
(0522) 200 061
Chambre de Commerce Canada - Maroc
(0522) 476 483
Chambre de Commerce France - Maroc
(0522) 209 090
Chambre de Commerce Allemagne - Maroc
(0522) 429 400
Chambre de Commerce Italie - Maroc
(0522) 264 651
Chambre de Commerce Portugal - Maroc
(0537) 752 472
Chambre de Commerce Espagne - Maroc
(0522) 309 367/8
Chambre de Commerce Suisse - Maroc
(0537) 984 463
Chambre de Commerce États-Unis - Maroc
(0522) 250 736

ORGANISMES D'ÉTAT

Bourse de Casablanca
(0522) 452 626
Banque Centrale (Bank Al Maghrib)
(0537) 818 181



Conseils aux voyageurs

Informations utiles pour les voyages d'affaires et loisirs

LANGUES : Bien que l'arabe classique soit la langue officielle du Maroc, c'est son dialecte local, la darija, qui est le plus communément parlé. Le français est également largement utilisé dans le milieu des affaires, les sphères gouvernementales, les écoles et les universités. En effet, la plupart de la population utilise les deux langues. Le tamazight, un dialecte berbère, est également une langue officielle utilisée dans la région du Rif. Au nord, on peut entendre parler espagnol, surtout autour de Tanger et Tétouan. D'autre part, l'anglais devient de plus en plus courant chez les hommes d'affaires, les hauts fonctionnaires, et peut être entendu dans les grands hôtels et hébergements touristiques.

VISA : La majorité des visiteurs sont dispensés de visa et peuvent y demeurer pendant 90 jours. Un visa de trois mois à entrée simple coûte environ 26 dollars. Les voyageurs doivent être munis d'un passeport valable plus de six mois après l'entrée sur le territoire marocain.

DEVISE : La monnaie locale du Maroc est le dirham. En mai 2014, le cours du dollar et de l'euro étaient respectivement à 0.12 dollar et 0.09 euro pour un dirham marocain. Les retraits d'espèces dans un distributeur automatique de billets peuvent être effectués par les détenteurs de cartes bancaires internationales. Certaines banques ne permettent que des retraits dépassant les 500 dirhams (44.40 euros).

COMMUNICATION : L'utilisation des téléphones portables est généralisée et il est recommandé de se procurer une carte SIM locale dès son arrivée, qui coûte en principe environ 20 dirhams (1.80 euro). Le Wifi est largement répandu, mais la vitesse de connexion n'est pas toujours optimale.

ETIQUETTE : Lors des salutations, il est apprécié de demander à votre homologue des nouvelles de sa famille. Dans un cadre d'affaires, la première rencontre commence en général par une poignée de main. Une rencontre entre un homme et une femme exige que cette dernière tende la main la première.

CODE VESTIMENTAIRE : Le Maroc est un pays musulman et il est conseillé de s'habiller de façon sobre. Toutefois, dans les grands centres urbains et les zones touristiques, le code vestimentaire est plus souple. Pour accéder à une mosquée, les chaussures doivent être retirées et les femmes doivent se couvrir la tête. En règle générale, il est interdit à un non-musulman d'entrer dans une mosquée.

HEURES DE TRAVAIL : Le pays fait partie de la zone UTC et les heures de bureau sont similaires aux pays occidentaux – de 9h à 18h – sauf pour les institutions du secteur public qui ont l'habitude de boucler leurs journées à 17h. Prendre en compte que ces horaires sont susceptibles de changer pendant le mois du Ramadan.

TRANSPORT : En général, le Maroc dispose d'un réseau de transport efficace, équipé de trains modernes, et d'un système de bus reliant les grands centres urbains ainsi que leurs alentours. Le Maroc dispose également d'un bon réseau autoroutier à péage. Des vols nationaux sont disponibles quotidiennement et sont recommandés pour certaines destinations comme Agadir.

Rabat et Casablanca sont desservis par tram, bus et taxi. Les conducteurs roulent à droite et la course de taxi commence en général à 2 dirhams (0.20 euro). Un taxi pour se rendre au centre-ville de Casablanca depuis l'aéroport Mohammed V coûte environ 300 dirhams (27 euros).

ELECTRICITÉ : Voltage 220-V/50- Hz AC type C ou F, comme dans la majorité des pays européens. Faute de disponibilité en dehors des grands centres urbains, il est conseillé d'apporter son propre adaptateur.

POURBOIRE : Une charge de 10% en plus d'une taxe de 10% sont appliquées dans les hôtels. Une charge de 5% à 10% peut être appliquée dans certains restaurants. Si aucune charge n'est appliquée, il est conseillé d'ajouter 10% à 15% au montant total de l'addition. Pour le taxi, il est courant d'arrondir le prix de la course à 5 dirhams (0.44 euro).



www.oxfordbusinessgroup.com

131 Great Titchfield St
London W1W 5BB
United Kingdom
T +44 20 7403 7213
F +44 173 026 0274

THE INSIDE EDGE

Published by Oxford Business Group